

**COMMISSION DES AFFAIRES
SOCIALES**

du

MARDI 08 FÉVRIER 2011

Namiddag

**COMMISSIE VOOR DE SOCIALE
ZAKEN**

van

DINSDAG 08 FEBRUARI 2011

Après-midi

La réunion publique est ouverte à 14 h 24 par M. Yvan Mayeur, président.

01 Questions jointes de

- **Mme Julie Fernandez Fernandez à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'annonce d'un plan de réforme du Forem et l'impact sur le droit aux allocations de chômage" (n° 1977)**

- **Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la segmentation des publics (MMPP, ...) pour le plan d'activation des chômeurs et les conséquences pour l'accompagnement" (n° 2183)**

01.01 Julie Fernandez-Fernandez (PS): La presse a annoncé un futur décret qui comporterait une rationalisation des structures du Forem et une "catégorisation" des chômeurs en quatre groupes.

617 assistants sociaux seraient affectés à l'accompagnement des chômeurs mais deux groupes de chômeurs seraient "réorientés" vers d'autres opérateurs: soit vers les entreprises de formation par le travail et vers les organismes d'insertion professionnelle, soit vers les CPAS, les centres de santé mentale ou autres centres de guidance pour les "MMPP" (personnes présentant des problèmes de nature médicale, mentale, psychique ou psychiatrique).

Je m'interroge sur les motivations sous-jacentes à ce projet de réforme dont la parenté avec votre projet de modernisation du contrôle des chômeurs est assez évidente. S'agit-il d'une préparation à la politique de "responsabilisation" des Régions dans le cadre des négociations pour la formation d'un nouveau gouvernement?

Une telle réforme est-elle compatible avec l'état actuel de la réglementation fédérale sur le contrôle des chômeurs?

01.02 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Nous avons entendu bien des voix s'élever contre la volonté du ministre Antoine de segmenter les publics qui devraient être accompagnés par le Forem. Celui-ci a évoqué un accord prévoyant que les facilitateurs ONEm ne convoqueront pas les chômeurs qui se trouvent dans cette situation pendant 18 mois. Vous aviez déjà ébauché ces catégories dans votre note établie au printemps.

Une des catégories est même soulignée: "les handicapés congénitaux". J'ai été très étonnée par l'emploi de ce terme. Le plan d'activation est inadapté et touche les plus précaires. Les solutions que vous proposez sont inquiétantes.

Y a-t-il eu des avancées depuis cette note de mars 2010? Quelles sont les catégories qui ne seraient pas convoquées pendant 18 mois? Quels sont les accords qui ont été conclus avec les partenaires régionaux au sujet de ces différentes catégories?

Vous dites qu'on ne parle plus des handicapés congénitaux. Quelles sont maintenant les définitions que vous avez élaborées? Que prévoit la circulaire qui a été envoyée aux facilitateurs pour assouplir le contrôle de disponibilité de ces catégories? Le Forem va renvoyer plusieurs personnes vers d'autres partenaires. Ces derniers seront-ils conviés à informer l'ONEm quant au suivi de l'accompagnement?

01.03 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): Je m'étonne de ces caricatures et je ne comprends pas l'analyse. Ce projet ne concerne pas ce niveau de pouvoir. De plus, il a été approuvé par votre parti. C'est en particulier à la demande des syndicaux et des services des trois Régions que ce projet a été souhaité. Et c'est normal. Ils ont justement demandé un accompagnement personnalisé, parce qu'une histoire n'est pas une autre.

Plutôt que de catégories administratives abstraites et stupides, il s'agit de partir plutôt du premier entretien personnalisé pour comprendre la situation personnelle de l'intéressé.

Une jeune femme qui sort de Solvay ne requiert pas le même accompagnement qu'un jeune qui a raté sa deuxième secondaire et qui est confronté à des problèmes d'intégration. Certains peuvent immédiatement rechercher activement un emploi, d'autres doivent peut-être suivre une formation. Croire qu'avec la multiplicité des demandeurs d'emploi, on peut adopter une trajectoire commune, c'est se tromper et se confronter à un problème d'efficacité.

Dans le projet présenté au niveau wallon, il ne s'agit pas d'exclure mais de faire en sorte que chacun puisse bénéficier de l'accompagnement qu'il souhaite et dont il a besoin. L'objectif est donc de faire en sorte que les personnes les plus éloignées du marché du travail puissent bénéficier de parcours qui leur conviennent, qui ne sont pas nécessairement ceux offerts par le Forem. Pour ma part, je ne vois aucun problème à ce que l'on passe par une sous-traitance intelligente par type de profil, avec des *timings* adéquats. C'est dans cette logique que s'inscrit le projet d'accord.

Nous sommes en affaires courantes. La Communauté flamande, et notamment son ministre du Travail, a quelques attentes en matière de régionalisation de l'Emploi. Cependant, j'ai fait quelques demandes pour avancer malgré tout et notamment pouvoir déployer les 20 millions obtenus dans le cadre du Plan d'accompagnement des demandeurs d'emploi, avec une attention particulière pour Bruxelles. Mais pour passer un accord, les trois partenaires sont nécessaires, et il en manque un.

Les services régionaux progressent dans leurs compétences. Cela ne signifie pas qu'il appartient aux services régionaux de décider qui émerge au CPAS! C'est pourquoi nous ne voulons pas régionaliser les allocations de chômage. C'est sur base d'une législation fédérale que l'ONEm examine si une personne répond aux conditions fédérales en ce qui concerne l'aptitude au travail, la disponibilité, etc. Jamais le Forem ne décidera de l'attribution d'une compétence!

Tant mieux si les CPAS déploient des accompagnements spécifiques pour accompagner les demandeurs de manière plus adaptée avec des services plus efficaces! Il ne s'agit pas d'une exclusion mais d'une réponse à des besoins personnalisés, dans le cadre d'une législation uniforme du droit du chômage.

Mais demandez à vos collègues régionaux de poser les questions dans l'assemblée *ad hoc*...

01.04 Julie Fernandez-Fernandez (PS): Je n'ai jamais contesté le fait que certains publics sont éloignés du marché de l'emploi et nécessitent un accompagnement particulier. Mais qu'en est-il des droits au chômage si l'on refuse cet accompagnement ou orientation proposée?

01.05 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Mes collègues ont posé les questions dans les assemblées *ad hoc*. Les quatre questions que je vous posais étaient fédérales. Vous avez défini les catégories dans le document du 22 mars. Je vous demandais si on avait avancé dans ces définitions, quelles étaient les définitions et leur traitement, etc. Que prévoit la nouvelle circulaire qui a été envoyée aux facilitateurs?

01.06 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): Il n'y a pas de nouvelle ou d'ancienne circulaire. La circulaire à l'égard des facilitateurs demande que l'on prenne toujours en considération la personnalité, le parcours, les difficultés de la personne au lieu de la sanctionner pour handicap social important.

Ainsi, pour une personne plus difficile, je demande qu'un contact soit établi avec des services régionaux en vue d'une prise en charge complémentaire. C'est par souci d'humanisme que ces directives sont envoyées mais, de manière globale, en veillant à la situation actuelle et à la région pour avoir l'approche la plus personnalisée.

01.07 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): J'avais compris que vous aviez envoyé une nouvelle circulaire. Vous dites qu'il faut prendre les gens individuellement, mais on a un quota d'exclusion dans toutes les Régions!

01.08 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): Ce n'est pas vrai! D'ailleurs, les exclusions ont baissé. J'ai rencontré les facilitateurs avec le directeur général de l'ONEm. Les statistiques montrent un fléchissement du nombre de sanctions et de retours négatifs parce qu'on a demandé une adaptation en raison de la crise.

01.09 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Ces chiffres doivent être communiqués au Parlement tous les six mois, ce qui n'a pas été le cas ces derniers temps. Dans les derniers chiffres dont nous disposons, ce fléchissement n'apparaissait pas.

Les partenaires seront-ils conviés à communiquer à l'ONEm certaines informations pour le suivi de l'accompagnement?

01.10 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): Pas à l'ONEm; quand on parle de partenariats, c'est avec les services régionaux. Le VDAB le fait avec le secteur de l'intérim et d'autres types d'acteurs associatifs ou de formations. Dans la réforme du Forem, il y a un troisième pôle qui s'intitule "Partenariat" et qui permet des prises en charges plus personnalisées. Dans le cadre d'une sous-traitance pour un accompagnement dont la coordination appartient au Forem, il y a évidemment des échanges d'informations et des cahiers des charges clairs.

01.11 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Nous nous sommes toujours élevés contre le plan d'exclusion des chômeurs.

01.12 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): Ce n'est pas un plan d'exclusion mais d'accompagnement des demandeurs d'emploi.

01.13 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Les facilitateurs ne font pas d'accompagnement mais du contrôle.

Si l'on considère que tout le monde ne doit pas être contrôlé de la même manière, cela va dans la bonne direction. Mais ce qui nous agrée moins, c'est ce classement en catégories.

01.14 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): Vous êtes d'accord pour une prise en charge personnalisée, mais voulez empêcher toute classification? Si vous ne catégorisez pas, vous mettez tout le monde dans le même moule.

Le **président**: Ce n'est pas mon rôle d'intervenir dans les questions, mais la notion d' "invalidité" fera l'objet d'une analyse en commission. Certaines personnes sont jugées "inaptes" par les services de placement et il est très difficile de leur proposer une mise au travail, une requalification ou une formation.

Le point sera donc à l'ordre du jour d'une prochaine commission. Nous reviendrons sur la question de manière plus générique: elle ne concerne pas uniquement l'emploi.

01.15 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): J'espère qu'on ira alors repêcher les plus précaires qui ont été exclus et se retrouvent renvoyés vers les CPAS ou le *no man's land* de l'illégalité et de la solidarité familiale.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Valérie De Bue à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des

chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les chômeurs possédant un emploi" (n° 1995)

02.01 Valérie De Bue (MR): L'ONEm signale 26 000 personnes cumulant allocations de chômage et emploi rémunéré. Cela représente 4 % des chômeurs.

Confirmez-vous ces informations? Quelles sont les mesures à prendre?

02.02 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): Il est vrai que 26 000 personnes ont été recensées dans cette situation de cumul, dans le rapport annuel 2009. Ces situations sont détectées depuis 2004 grâce à une nouvelle logique de croisement des données et, notamment, la banque de données Dimona. Dans beaucoup de cas ces chevauchements ne sont pas liés à la fraude mais à des oublis. Par rapport aux 400 000 demandeurs d'emploi, cette proportion est très limitée. Les montants perçus à tort sont récupérés. En cas d'intention frauduleuse établie, le dossier est transmis à l'auditeur du travail en vue de poursuites pénales.

Pour mettre un terme à ce phénomène nous avons modifié la réglementation. L'organisme de paiement aura accès au fichier Dimona de l'ONSS et ne pourra plus payer d'allocations pour une période déjà couverte.

Nous devrions bientôt voir les effets de cette modification.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le congé de paternité" (n° 2124)

03.01 Colette Burgeon (PS): En Belgique, le congé de paternité est de 2 semaines mais il est facultatif. L'intérêt pour ce congé va croissant mais certains pères éprouvent encore des difficultés à pouvoir en bénéficier. Près d'un travailleur sur cinq n'a pas pris ce congé, pourtant essentiel, pour diverses raisons. Les pères semblent bien informés sur ce congé mais des mesures pourraient-elles être envisagées pour les éclairer davantage? Le caractère non obligatoire de ce congé rend parfois difficile la possibilité d'en bénéficier. Quels sont actuellement les obstacles rencontrés pour rendre ce congé obligatoire?

03.02 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): L'obstacle réside dans le fait que nous sommes dans un gouvernement en affaires courantes.

80 % des pères prennent ce congé. Cela semble déjà être une bonne nouvelle.

Quels sont les obstacles rencontrés par le cinquième restant? Cela peut être une question de segmentation sociologique, culturelle ou autres. La représentation du rôle du père par rapport à l'enfant reste parfois confinée à plus de stéréotypes dans certains milieux que dans d'autres, etc. Cela peut également être lié au mental de l'employeur, au manque de souplesse de l'entreprise, aux difficultés de trouver un remplaçant ou à la peur de paraître trop sensible. Les circonstances sont nombreuses.

C'est la raison pour laquelle j'accorde mon soutien à l'idée de rendre ce congé obligatoire. C'est tout le débat que nous avons au niveau européen. Dans la discussion de la directive sur le congé de maternité, le Parlement a ajouté le caractère obligatoire du congé de paternité afin d'obtenir une vision parentale beaucoup plus équilibrée. Cette question devra être tranchée durant la présidence hongroise et par le prochain gouvernement.

03.03 Colette Burgeon (PS): Il ressort que ce sont ceux qui en ont le plus besoin qui ne prennent pas ce congé. C'est dommage. Cela fait partie de l'évolution des mœurs. Je vous soutiendrai dans ce combat.

L'incident est clos.

04 Question de M. David Clarinval à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'absence d'avis de la ministre en réponse au rapport de la Cour des comptes relatif aux transferts financiers dans la branche des accidents du

travail de la sécurité sociale" (n° 2040)

04.01 David Clarinval (MR): Il y a quelques mois, la Cour des comptes a transmis à la Chambre un rapport relatif aux transferts financiers dans la branche des accidents du travail de la sécurité sociale, effectué sur base d'un audit exécuté de janvier à mai 2009. L'avant-projet de rapport, transmis au Fonds des accidents du travail (FAT), à Mme Onkelinx et à vous-même, a fait l'objet d'une réponse du FAT le 17 décembre 2009 et de la ministre Onkelinx le 10 mars 2010.

Par contre, j'ai lu dans ce rapport qu'en ce qui vous concerne, aucune réponse n'était parvenue à la Cour des comptes. Pourquoi les remarques de la Cour des comptes sont-elles restées lettres mortes de votre part?

04.02 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): J'avais évidemment pris connaissance avec beaucoup d'attention de ce rapport et j'ai demandé à mon administration d'y répondre de manière précise. Elle l'a fait de manière tellement précise que la réponse est arrivée, je pense, à la limite du délai et n'a pu être intégrée au rapport. Mais le rapport a bien été analysé par mon administration et une réponse y a été donnée.

Cette réponse contenait plusieurs propositions d'amélioration, comme la mise en place d'un contrôle interne de qualité, ce qu'a fait le FAT.

Plusieurs autres améliorations ont été prévues dans le contrat d'administration que j'ai signé avec le FAT en 2010.

Il y avait d'autres recommandations, notamment pour réaliser une étude de bénéfices préalable, pour étendre le répertoire des polices gens de maison ou pour automatiser la gestion des capitaux.

Enfin, certaines questions relatives au financement de la branche ont été posées. Cela mérite une profonde attention. Il serait difficile de mettre fin actuellement au système de transferts financiers instauré dans un contexte budgétaire et politique donné, sans exposer la sécurité sociale à des charges supplémentaires. Et prendre des mesures nouvelles dans ce domaine n'est pas possible dans le cadre d'un gouvernement en affaires courantes. Pour le moment, il y a une série de propositions concrètes qui n'attendent qu'un nouveau gouvernement.

Par ailleurs, nous discuterons dès demain du problème de la liaison au bien-être. Il y a des augmentations de prises en charges qui étaient prévues dans l'AIP et qui seront discutées au sein du gouvernement. Il s'agira de décider d'appliquer ou non cet élément essentiel à l'ensemble des allocataires sociaux ou des travailleurs, à savoir les fameux 60 % de la liaison au bien-être qui avaient déjà été affectés notamment aux accidents du travail.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 2137 de Mme Kattrin Jadin est reportée.

05 Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les conventions pour les travailleurs licenciés en matière de formation" (n° 2174)

05.01 Meryame Kitir (sp.a): Plusieurs organismes dont l'activité principale consiste à donner des formations ou à fournir un accompagnement peuvent faire office d'employeurs de travailleurs expérimentés licenciés dans le cadre d'une restructuration. Dans ce cas, l'arrêté royal du 3 février 2010 prévoit une activation de l'allocation de chômage ainsi qu'une réduction des cotisations de sécurité sociale.

Combien de conventions ont été signées depuis le 1^{er} janvier 2010? Combien d'employeurs sont impliqués?

05.02 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Jusqu'à ce jour, un seul organisme a signé une convention en ce sens.

Il a cependant été mis fin à la convention le 1^{er} janvier 2011, les statistiques ayant révélé une baisse du

nombre de participants aux formations organisées par ces organismes. Les institutions concernées, l'ONSS et l'ONEm en ont été avertis.

Cette mesure poursuivait un objectif louable, à savoir engager en qualité de formateurs des travailleurs expérimentés licenciés dans le cadre d'une restructuration.

Peut-être doit-on voir dans ce résultat un manque de bonne volonté ou encore, un manque d'information. Nous devons améliorer la communication et faire davantage passer l'information.

05.03 Meryame Kitir (sp.a): Une personne, c'est relativement peu. Nous avons raté une occasion, sans doute, selon moi, en raison d'un manque d'information. Il est regrettable qu'il soit déjà mis fin au règlement.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'étude de l'ONEm sur la trajectoire des personnes exclues du chômage" (n° 2186)

06.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Dans les chiffres concernant les personnes exclues du chômage, on constate depuis longtemps que certaines personnes "disparaissent" littéralement: on ignore leur situation, leurs sources de revenus, on ne sait pas si elles ont encore un statut.

En mars 2009, alors que je vous interrogeais sur les conséquences, pour les CPAS, des exclusions de chômeurs, vous me répondiez que vous aviez demandé à l'ONEm de vous fournir une étude, réalisée avec un organisme externe, sur deux axes. D'une part, étudier précisément la trajectoire des exclus après signification de leur exclusion, ceci en téléphonant aux personnes concernées. D'autre part, analyser les entretiens d'exclusion, répertorier les motifs, suivre les méthodes utilisées, étudier les dossiers afin de trouver la source d'éventuels problèmes et leur solution.

Dispose-t-on aujourd'hui de cette étude?

06.02 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): Nous avons reçu un rapport de l'ONEm sur la trajectoire des personnes exclues à l'occasion du suivi du comportement de recherche d'emploi. On a constaté que le passage vers le travail se fait dans le trimestre qui suit la sanction pour 12 % des personnes et dans l'année pour 20 % des personnes, et que la réduction des allocations est la sanction qui amène le plus souvent les demandeurs d'emploi à retrouver du travail. L'étude indique des taux de 8 à 10 % de sortie vers les CPAS dans le trimestre suivant la sanction et de 5 à 8 % un an après la sanction.

Il y a une proportion importante de personnes exclues qui passent à un "statut inconnu" auprès des banques de données de la sécurité sociale. Soit elles sont prises en charge par la famille, conjoint ou autres, soit elles opèrent un retour au domicile parental.

L'autre problème est celui d'un grand nombre d'exclusions définitives souvent dues à des absences aux convocations.

Selon les facilitateurs de l'ONEm, le motif de l'évaluation négative, dans la majorité des troisièmes entretiens effectifs menant à des exclusions, est celui selon lequel le chômeur n'a pas du tout ou très peu respecté le contrat établi lors de l'entretien précédent. C'est l'élément le plus invoqué par les différents services.

Une sorte d'évaluation permanente est organisée au niveau de l'ONEm via une consultation régulière des directeurs et des coordinateurs facilitateurs. Les mesures correctrices nécessaires sont régulièrement communiquées aux bureaux régionaux.

En ce qui concerne l'analyse précédant les exclusions, les facilitateurs se rencontrent, tous les mois ou toutes les six semaines, au niveau de l'ONEm. Chacun y fait état de la manière dont il répond à des cas et l'on essaie d'harmoniser l'ensemble.

06.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Je suis déçue, car on avait parlé d'une étude axée sur la question des disparus. Voilà des années que l'on discute de cette problématique.

06.04 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): L'étude de Mme Arena, à l'époque, visait à cibler le suivi une fois ces personnes émergeant au CPAS. Personnellement, je possède l'étude relative aux aspects "retour au travail".

06.05 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Cette étude présentait le même trou noir au sujet des personnes qui ne sont ni au CPAS ni à l'emploi.

Comme ces gens sont souvent sans mutuelle, travaillant au noir, dépendant de la solidarité familiale et rentrant dans des systèmes où l'on se prête sa carte SIS, etc., l'on crée au sein de la société une catégorie d'illégaux, fragilisée et sujette à la précarité.

Cette question nécessiterait une étude par un organisme spécialisé. Manifestement, cela n'a toujours pas été fait.

06.06 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): Je vais me renseigner.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la prime à l'embauche et la réglementation saisonnière dans le secteur de la culture des champignons" (n° 2211)

07.01 Maggie De Block (Open Vld): Le secteur belge de la culture du champignon est confronté à de graves difficultés en raison des importations croissantes de champignons bon marché en provenance d'Europe centrale. Les exportations stagnent, cependant que le volume des importations a sextuplé sur une période de huit ans.

Les frais de personnel sont beaucoup plus élevés chez nous qu'en Europe centrale et le secteur doit dès lors faire face à la concurrence, en raison du taux peu élevé de la livre britannique et du zloty polonais. Les producteurs belges sont de surcroît confrontés à une législation très sévère en matière d'environnement.

Les mesures promises dans l'accord interprofessionnel 2007-2008 n'ont jamais été mises en œuvre. Début 2010, un producteur a suscité un vif émoi en remplaçant son personnel fixe par des travailleurs saisonniers bon marché. En 2008, 400 000 euros ont été versés au Fonds de garantie du secteur horticole pour l'octroi à des entreprises de production de champignons de primes à l'embauche pour 2008, 2009 et 2010. Cette mesure peut être prorogée.

Le Conseil des ministres du 24 décembre 2010 a limité le nombre autorisé de travailleurs saisonniers à 65, ce qui peut poser problème au secteur. Pourquoi n'avoir pas attendu l'évaluation du règlement en matière de travail saisonnier au sein de la commission paritaire de l'horticulture?

Où en est l'élaboration du système de la prime spéciale à l'emploi? Cette prime sera-t-elle prolongée en 2011? Ses montants seront-ils adaptés? Pourquoi le nombre de journées pour le travail saisonnier est-il réduit? Quel est le bilan de l'évaluation du régime saisonnier? Quelles suites le Conseil des ministres y réservera-t-il? Cette évaluation a-t-elle été l'objet d'une concertation au sein du CNT?

07.02 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): La loi portant des dispositions diverses du 29 décembre 2010 a mis la loi-programme de 2007 en concordance avec les dispositions européennes concernant les aides au secteur agricole. Pour les années 2008, 2009 et 2010, les champignonnières ont pu recevoir un montant maximum unique de 7 500 euros. La gestion globale de la sécurité sociale des travailleurs salariés devait à cette fin verser chaque fois 400 000 euros au Fonds pour l'horticulture mais elle ne l'a jamais fait.

Une nouvelle base légale existe donc à présent, si bien que le montant sera effectivement versé. Une CCT consolidant le régime actuel des primes à l'emploi doit bien être conclue pour ce secteur pour 2008-2010. Le montant éventuellement non octroyé sera reversé à la sécurité sociale. La période d'octroi pourra être prolongée et le montant pourra être modifié en 2011. Les arrêtés d'exécution à cet effet sont presque prêts.

Les primes ne pouvaient pas être versées avant la modification de la loi-programme de 2007 parce qu'il s'agissait d'aides publiques illégales. C'est la raison pour laquelle aucune prime n'a encore été payée. Le Conseil des ministres doit se prononcer sur une prorogation et sur l'adaptation des montants. Je soumettrai des propositions au Conseil des ministres dans le cadre des discussions budgétaires.

Dans ce secteur, le travail saisonnier à des conditions salariales moindres et donnant lieu au prélèvement de cotisations patronales moins élevées est autorisé pendant une période de 65 jours par travailleur. Cette période correspond à la période d'activité la plus intense dans le secteur.

L'incident est clos.

08 **Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les conditions de travail des bagagistes dans les aéroports" (n° 2249)**

08.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Les bagagistes, dans les aéroports, déplacent plusieurs tonnes par jour! Chaque valise pèse entre 15 et 30 kg. La Fédération syndicale européenne des transports demande de limiter la charge maximale à 23 kg.

Où en sont les discussions européennes à ce sujet? Certains pays ont-ils des législations plus restrictives que celles de la Belgique dans ce domaine? Envisagez-vous de limiter la charge maximale à 23 kg?

08.02 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): Il existe une directive européenne en la matière dans laquelle il est demandé aux employeurs de supprimer les manutentions dangereuses et d'analyser les manutentions résiduelles. Il n'y est pas question de limite au niveau du poids. C'est la problématique de la charge qu'il faut envisager dans un souci de protection de la santé du travailleur. La Commission européenne a lancé une initiative en 2009 pour revoir la directive. Une étude d'impact de ce projet sera normalement réalisée en 2011.

En 2007, il a été demandé à chaque État membre de mener une campagne d'information commune. En Belgique, 9 entreprises de navigation aérienne ont été visitées au sujet du problème de la manutention des charges. Un réel problème de poids et de volume a été identifié.

Nous devons relancer le débat pour qu'une charge maximale soit fixée dans la directive européenne. Dans le cas des bagagistes, je demanderai à mon collègue de la Mobilité de soutenir la proposition européenne.

Nous menons des campagnes de sensibilisation avec, notamment, une brochure d'information envoyée à l'ensemble des entreprises concernées.

08.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Il va falloir se fixer des échéances. Pourquoi ne pas commencer en Belgique pour donner l'exemple?

L'incident est clos.

09 **Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les abus en matière de travail intérimaire" (n° 2250)**

09.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Faire appel aux travailleurs intérimaires est devenu la règle dans de nombreuses entreprises alors que cela devrait être l'exception, pour remplacer des malades ou renforcer temporairement les équipes. Les contrats journaliers successifs, le recours au travail intérimaire en cas de chômage économique, l'intérim comme procédure de sélection, sont des abus courants.

Combien de contrôles y a-t-il eu dans le secteur de l'intérim ces deux dernières années? Quelles infractions ont été constatées et quelles actions ont été mises en place pour éviter ces abus?

09.02 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): L'intérim est un secteur pour lequel il faut améliorer certaines choses, même s'il a toute son utilité en matière d'insertion.

Il y a eu 759 contrôles en 2009, dont 283 sur plaintes, et 833 en 2010, dont 324 sur plaintes.

En 2009, on a constaté 608 infractions. Il y a eu 74 avertissements, 468 régularisations et 66 procès-verbaux. En 2010, on a constaté 577 infractions. Il y a eu 85 avertissements, 448 régularisations et 44 procès-verbaux.

La politique à mettre en œuvre pour éviter les abus est multiple.

Premièrement, l'Inspection du contrôle des lois sociales prépare, pour le 1^{er} juillet, un plan d'action duquel le contrôle du travail intérimaire constituera un thème. Ensuite, l'Inspection veut s'attaquer plus rigoureusement au recours abusif au travail intérimaire. Est-il bien utilisé pour remplacer un travailleur fixe ou lors d'une augmentation temporaire de travail? La durée du contrat n'est-elle pas dépassée? L'intérimaire reçoit-il le même salaire et travaille-t-il dans les mêmes conditions que le travailleur-type? Les entreprises de travail intérimaire étrangères sont-elles bien agréées par les Régions? La réglementation sur le travail intérimaire des étudiants est-elle bien respectée? Il y a surtout le problème de la sécurité au travail.

Les partenaires sociaux devraient arriver à un accord pour mars sur ce sujet. Je pense que, s'il n'y a pas d'avancée à leur niveau, la commission devra prendre ses responsabilités pour pallier les affaires courantes et envisager toutes les mesures.

L'incident est clos.

10 Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les contrôles en matière de chômage économique" (n° 2251)

10.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Pour échapper au paiement du salaire garanti, certains employeurs du secteur du transport mettraient des chauffeurs au chômage économique à partir de leur premier jour de congé de maladie et le contrôle des firmes recourant à cette méthode serait peu efficace.

En êtes-vous informée? Combien y a-t-il de contrôles et de constats d'infraction? Quelles solutions préconisez-vous pour éviter ces abus?

10.02 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): Il est exact que des abus sont commis, mais nous n'avons pas connaissance d'abus à grande échelle par mise au chômage temporaire d'ouvriers en vue d'éluder le paiement du salaire garanti. Suite à une enquête, trois plaintes de ce type ont été enregistrées au cours des dernières années. Une telle fraude suppose que l'entreprise ait notifié à l'ONEm une période de chômage économique pour les ouvriers concernés au moins sept jours avant le premier jour de chômage. Cette fraude n'est pas facile à déceler, car elle laisse peu de traces. De plus, une plainte est nécessaire pour que cet abus soit mis en évidence.

En 2011, le chômage temporaire et les titres-services seront deux priorités de notre plan. Le choix des entreprises à contrôler sera plus affiné, notamment grâce au système Oasis qui permet de cibler les entreprises présentant une grande probabilité de fraude. En outre, des contrôles systématiques sont effectués sur les entreprises dont le taux de chômage économique dépasse la moyenne du secteur.

10.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): La FGTB-UBOT espère qu'on s'occupera, en 2011, de cette fraude sociale. Il serait peut-être intéressant de collaborer avec elle.

L'incident est clos.

11 Question de Mme Christiane Vienne à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les règles de sécurité à respecter par les opérateurs de pompes à béton" (n° 2253)

11.01 Christiane Vienne (PS): Deux accidents – l'un en janvier et l'autre en novembre – viennent encore de s'ajouter à une longue série d'accidents graves dont trois mortels, au cours des cinq dernières années, dans le secteur du béton.

Tant la confection du béton dans des centrales spécialement équipées que la livraison du béton aux utilisateurs ressortent explicitement du secteur de la construction. Profitant d'un flou juridique, de nombreuses entreprises de transport se sont spécialisées dans le transport de béton.

Les membres de la commission paritaire Construction sont tenus de respecter des règles de sécurité strictes et bénéficient de formations liées aux risques spécifiques à ce secteur. Ce n'est pas le cas des membres de la commission paritaire Transport. D'où un sentiment de concurrence déloyale.

Le secteur du béton prêt à l'emploi souhaite que des mesures de formation et de conscientisation aux risques, à l'intention des opérateurs de pompes à béton, des chauffeurs des camions malaxeurs et des responsables de centrales à béton, soient intégrées à la stratégie nationale pour la prévention et le bien-être au travail.

Des mesures seront-elles prises pour contrôler de manière plus stricte le respect des mesures de sécurité et la pertinence de l'adhésion à l'une ou l'autre commission paritaire? Le flou en la matière sera-t-il clarifié?

11.02 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): Le secteur des centrales à béton, par le biais de sa fédération (FedBeton), a pris depuis plusieurs mois contact avec mes services pour s'inscrire dans la nouvelle stratégie de diminution des accidents du travail, de prévention, de formation.

L'enquête des accidents du travail graves, sur la base des rapports circonstanciés transmis aux services d'inspection compétents, représente une grosse partie du travail réactif des services d'inspection. Sur la base de ces rapports ainsi que des enquêtes et des visites d'inspection, des fiches, avec leçons à en tirer, sont publiées sur le site web du SPF Emploi.

Plusieurs campagnes d'inspection sont prévues chaque année dans les secteurs, groupes de travailleurs ciblés et/ou groupes d'activités qui sont engagés à une exposition élevée aux risques professionnels.

Jusqu'à présent, aucune campagne générale à échelle nationale de nos services n'avait encore approché la problématique du secteur du pompage de béton. Je demanderai à mes services de préparer une telle campagne cette année. J'exigerai des inspecteurs actifs dans le secteur qu'ils se montrent plus attentifs aux risques spécifiques liés à la livraison de béton prêt à l'emploi. Il s'agira de voir comment améliorer les bonnes pratiques en matière de prévention.

La loi du 5 décembre 1968 n'ayant pas prévu de procédure pour déterminer la commission paritaire compétente pour un employeur, c'est l'employeur qui reste responsable de la commission paritaire qu'il applique; en cas de doute, il peut demander un avis à la direction générale des relations collectives de travail. Il ne nous est pas permis de faire une enquête d'office. Cela devrait être modifié.

L'Inspection du travail "Contrôle des lois sociales" est chargée du contrôle de l'application des conventions collectives du travail. Elle vérifie si l'employeur suit les dispositions de la commission paritaire compétente.

L'ONSS, en immatriculant les employeurs, exerce également un contrôle, un peu marginal, sur la commission paritaire compétente. Néanmoins, on ne peut pas agir de manière impérative.

Il n'y a pas vraiment de flou en ce qui concerne la commission paritaire compétente pour le secteur du béton prêt à l'emploi puisque la confection du béton dans les centrales spécialement équipées à cette fin et/ou la livraison de béton aux utilisateurs est explicitement prévue dans le champ de compétence de la commission paritaire de la construction (124). Cette commission déroge au principe de l'accessoire et du principal. Elle est compétente pour tout employeur qui exerce une activité normale de construction, qu'elle soit principale ou accessoire.

Vous attirez l'attention sur une problématique qui demande des mesures fortes. Nous allons demander un renforcement des inspections et une campagne de prévention.

11.03 **Christiane Vienne** (PS): Le problème ne se pose pas avec la commission 124 (construction), mais lorsque le transport du béton est exercé par des entreprises de transport (commission paritaire 140). Des accidents de travail, parfois mortels, se sont produits dans les entreprises de cette commission paritaire. La commission paritaire 140 ne peut pas accorder aux travailleurs qui transportent le béton la même protection que s'ils étaient en commission paritaire 124.

11.04 **Joëlle Milquet**, ministre (*en français*): Vous avez raison. Il faut savoir s'il s'agit d'une activité accessoire ou principale, la principale relevant de la commission 140, qui offre moins de garantie dans un secteur plus agressif.

Pour le moment, nous discutons afin de voir comment créer des ponts et améliorer les commissions 124 et 140.

Je dois rencontrer l'administration dans 15 jours à ce sujet.

L'incident est clos.

12 **Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les possibilités de cumuler un congé parental à temps partiel avec une activité indépendante (complémentaire)" (n° 2308)**

12.01 **Stefaan Vercamer** (CD&V): Il est impossible de combiner une interruption de carrière à temps partiel dans le cadre du congé parental avec une activité d'indépendant. En cas d'interruption de carrière à temps plein, cette combinaison est autorisée.

Comment expliquer cette situation? Quelle est l'attitude de la ministre concernant une modification de la réglementation afin de permettre la combinaison d'une interruption de carrière à temps partiel avec une activité indépendante?

12.02 **Joëlle Milquet**, ministre (*en néerlandais*): Le congé parental a pour vocation de permettre une meilleure combinaison entre la vie professionnelle et la vie familiale. Il est dès lors logique que le congé parental à temps partiel ne puisse être combiné avec une activité indépendante. L'employeur qui autorise ce congé parental doit pouvoir être certain que ce congé sert à l'éducation de l'enfant et non au lancement d'une activité indépendante.

L'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi des interruptions de carrière, qui s'applique partiellement au congé parental, prévoit une exception en cas d'interruption de carrière à temps plein. Cela ne me semble guère logique, mais le congé parental s'inscrit évidemment dans la réglementation existante en matière de cumul entre des allocations d'interruption de carrière et une activité indépendante.

Dans le but de stimuler l'esprit d'entreprise, il ne me paraît pas illogique d'organiser un débat sur les

modalités de l'interruption de carrière.

12.03 Stefaan Vercamer (CD&V): C'est très volontiers que je mènerais un débat en la matière, mais je ne comprends toujours pas pourquoi l'exercice d'une activité indépendante est autorisé en cas d'une interruption de carrière à temps plein et non en cas d'interruption de carrière à temps partiel.

12.04 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Peut-être le risque d'abus est plus important?

L'incident est clos.

13 Question de Mme Karolien Grosemans à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "cent mille emplois verts" (n° 2346)

13.01 Karolien Grosemans (N-VA): À l'occasion d'un congrès européen relatif à l'énergie verte, la ministre a annoncé que la Belgique était en mesure de créer 100 000 emplois verts dans les dix années à venir. Selon Ecorys, 154 000 personnes seraient actuellement actives dans l'économie verte.

Nous estimons également qu'il est important de mettre en place une économie verte, mais nous voulons qu'un projet réaliste et financièrement abordable soit mis en place pour atteindre les objectifs fixés. Selon M. De Grauwe, il est inexact d'affirmer que l'économie verte entraînera la création d'emplois.

Dans un communiqué de presse, la ministre expose des mesures visant à stimuler la création d'emplois verts. Elle évoque par exemple la possibilité de poursuivre des études en conservant le droit à l'allocation de chômage ou encore, le congé-éducation payé.

Quelles mesures la ministre envisage-t-elle de prendre en vue de stimuler l'économie verte? Dans quel délai ces mesures peuvent-elles être instaurées? La ministre est-elle en mesure de réfuter les critiques formulées par le professeur De Grauwe? Quel sera le coût des mesures visant à stimuler la création d'emplois verts?

13.02 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Selon le Bureau du Plan, le nombre d'entreprises qui s'occupent d'activités écologiques a augmenté de 44 % de 1995 à 2006. Les emplois verts ont augmenté de 40 %, ce qui est bien plus que l'emploi en général.

Les emplois verts constituaient un thème prioritaire pendant notre présidence européenne et nous avons proposé des dizaines de recommandations. J'ai également préparé une note pour le futur gouvernement.

Il existe de nombreuses possibilités au niveau fédéral. Un plan de soutien, d'investissement et de formation pluriannuel chiffré est élaboré en collaboration avec les Régions, après désignation des secteurs au sein desquels une forte croissance est possible. Il est préférable de promouvoir les emplois verts dans le cadre d'une stratégie nationale, parce que les compétences sont dispersées.

Les fonds sectoriels demandent de former les gens dans le domaine des compétences écologiques et c'est la raison pour laquelle nous devons investir des sommes considérables dans les formations. Nous devons rendre plus écologique le lieu de travail et l'organisation du travail en concertation avec les partenaires sociaux. Avec le SPF Finances, nous devons réfléchir à d'éventuels incitants fiscaux.

13.03 Karolien Grosemans (N-VA): La création d'emplois verts constitue en effet une priorité et nous devons être prêts pour la transition vers une économie pauvre en carbone. La ministre a cité plusieurs terrains d'action et les défis sur ces terrains s'annoncent importants, tant au niveau belge qu'europpéen. J'espère voir des résultats concrets.

J'ai peu entendu parler du coût d'une telle opération. Je suppose que peu de chiffres sont disponibles à ce jour. Il conviendra de se pencher sur les subsides en la matière.

L'incident est clos.

14 Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les pratiques sociales abusives dont sont victimes les journalistes occasionnels et freelance" (n° 2366)

14.01 Maggie De Block (Open Vld): Les conditions de travail des jeunes journalistes sont souvent médiocres. La concurrence est particulièrement forte dans la presse écrite et audiovisuelle. Pour remédier aux faibles marges bénéficiaires, de jeunes collaborateurs sont tenus de travailler sous des statuts sociaux farfelus ou pour des rémunérations ridicules.

L'Inspection sociale a-t-elle effectué des contrôles auprès d'entreprises dans le secteur des médias? À combien d'avertissements, de régularisations salariales et de procès-verbaux ces contrôles ont-ils donné lieu? L'Inspection sociale veillera-t-elle plus sévèrement à l'utilisation correcte des contrats d'intérim pour les journalistes? Un employeur peut-il mettre ses employés, qui protestent, en demeure d'adopter le statut d'indépendants? Des contrôles ont-ils aussi été menés dans les entreprises de médias en matière de faux indépendants? La ministre demandera-t-elle aux partenaires sociaux de conclure rapidement un accord à propos d'une modernisation globale de la législation sur le travail intérimaire?

14.02 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): En 2010, l'inspection du Contrôle des lois sociales du SPF Emploi a réalisé 240 contrôles dans le secteur des médias. Un total de 278 infractions concernant 2 682 travailleurs ont été constatées à cette occasion, dont 179 ont été régularisées. Vingt-sept procès-verbaux ont été dressés. Un montant de près de 900 000 euros a été régularisé.

Seulement cinq infractions relatives au travail intérimaire ont été constatées. Un procès-verbal a été dressé dans chacun de ces cas, mais les conséquences n'en sont pas encore connues.

L'inspection s'emploie actuellement à élaborer un plan d'action. Le contrôle du travail intérimaire constituera un des objectifs thématiques pour 2011.

La signature d'une déclaration excluant toute action juridique peut être considérée comme une transaction entre les parties. Cette déclaration ne lie que les parties signataires. Le non-paiement du salaire et le recours frauduleux au travail intérimaire sont cependant toujours considérés comme des infractions correctionnelles qui ne peuvent être annulées par une transaction.

Les contrôles visant à déceler les faux indépendants sont essentiellement effectués par l'Inspection sociale du SPF Sécurité sociale et relèvent dès lors de la compétence de Mme Onkelinx.

Le service Contrôle des lois sociales a constaté des infractions relatives à la non-déclaration de travailleurs à Dimona. Seize constatations ont été faites portant sur 68 travailleurs, et quatre procès-verbaux ont été dressés concernant 33 travailleurs. Il s'agissait non seulement de faux indépendants, mais également de travailleurs au noir ou du non-respect des règles techniques de Dimona.

Je transmettrai cette question ainsi que ma réponse pour information aux partenaires sociaux impliqués dans les négociations relatives au nouveau statut du travail intérimaire.

Nous devons être plus sévères à l'égard du phénomène des faux indépendants. Il convient de mener une campagne d'inspection à cet égard dans les secteurs privé et des médias, car ces pratiques constituent une manière d'échapper aux charges sociales.

14.03 Maggie De Block (Open Vld): On assiste à l'émergence d'un circuit alternatif qui abuse de bon nombre de jeunes. Et ce sont les CPAS qui paient la facture.

L'incident est clos.

15 Question de Mme Karolien Grosemans à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les personnes ne possédant pas la nationalité belge travaillant dans le système des titres-services" (n° 2367)

15.01 Karolien Grosemans (N-VA): Le *Knack* du 26 janvier 2011 a révélé un certain nombre d'anomalies dans le système des titres-services. Ce système a été créé pour aider nos compatriotes peu scolarisés à trouver un emploi mais depuis l'instauration en mai 2009 du principe de libre circulation des travailleurs dans l'UE, des ressortissants de nouveaux États membres de l'UE en abusent.

Présidente: Maggie De Block.

D'après *Knack*, certaines entreprises de titres-services embauchent spécifiquement des travailleurs d'une certaine nationalité. Or ce système coûte énormément d'argent à l'État et ce genre d'anomalies hypothèquent sa pérennité.

Combien de non-Belges travaillent-ils dans le système des titres-services? Mettent-ils en péril la payabilité de ce système? Quelles mesures est-il nécessaire de prendre?

15.02 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): En 2009, 78,2 % des travailleurs des entreprises de titres-services étaient de nationalité belge, 15 % étant originaires de pays de l'Union européenne. 7,67 % de ces derniers provenaient de nouveaux États membres. Les travailleurs possédant une nationalité étrangère sont principalement des Polonais, des Français et des Néerlandais. Il y a par ailleurs 6,7 % de travailleurs possédant une nationalité non-UE. Il s'agit essentiellement de Marocains.

La politique antifraude générale vise à lutter contre tout abus et toute infraction, quelle que soit la nationalité de son auteur, Belge ou non-Belge, le but étant de faire en sorte que le système des titres-services reste payable à l'avenir. Dans la réglementation européenne, l'occupation de ressortissants de nouveaux États membres dans le secteur des titres-services est tout à fait légale. Les aspects qui semblent trahir certaines irrégularités et certains abus sont examinés dans le cadre des contrôles effectués. En 2010, le nombre total de contrôles s'est élevé à plus de 1 100. Quarante-deux pour cent des entreprises de titres-services ont ainsi été contrôlées.

S'il appert que des travailleurs non-Belges sont employés dans les entreprises contrôlées, l'on vérifie systématiquement si la législation en matière d'occupation de travailleurs étrangers est respectée. Toutefois, le risque d'éventuels abus ne peut jamais être exclu totalement.

J'examine actuellement la possibilité d'imposer une condition supplémentaire aux entreprises, à savoir le recrutement d'un pourcentage déterminé de chômeurs indemnisés ou de travailleurs ALE.

Président: Yvan Mayeur.

15.03 Karolien Grosemans (N-VA): Le problème se pose depuis le 1^{er} mai 2009. Il s'agit de travailleurs originaires de Pologne, d'Estonie, de Lituanie, de Lettonie, de Hongrie, de Slovaquie et de Tchéquie. Je crains que soyons surtout en train de subventionner des travailleurs étrangers. Que ces emplois puissent être pourvus illustre une fois de plus l'absence de travailleurs belges motivés.

15.04 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Les Polonais dont vous parlez habitent en Belgique depuis longtemps et effectuaient auparavant du travail au noir.

15.05 Karolien Grosemans (N-VA): Nous devons en tout état de cause réexaminer d'urgence la réglementation et instaurer une charte de qualité. Le système est en train de nous dépasser sur le plan financier et organisationnel.

L'incident est clos.

16 Question de Mme Özlem Özen à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la situation des femmes allochtones" (n° 2378)

16.01 Özlem Özen (PS): Des chercheurs de la VUB ont publié l'ouvrage "Gekleurd door het leven" dans lequel ils ont tenté de démontrer les ressorts de la discrimination sociale et de l'exclusion des femmes

allochtones.

Il semble que l'environnement scolaire et professionnel n'y soit pas étranger: 20 % des élèves flamandes sont dirigés vers l'enseignement professionnel mais ce pourcentage est de 70 % parmi les jeunes filles turques. Par ailleurs, les femmes allochtones qui intègrent le marché du travail n'ont accès qu'à des emplois sous-qualifiés et à des salaires peu élevés. Enfin, le rapport 2010 sur l'écart salarial de l'Institut pour l'égalité entre les femmes et les hommes précise que le taux d'emploi chez les femmes belges est de 57 % alors qu'il n'est que de 25 % chez les femmes issues d'un pays hors UE. Ce rapport révèle aussi que les femmes et les hommes originaires des pays du Maghreb accusent un important retard salarial par rapport aux Belges et que les femmes de cette catégorie gagnent moins que les hommes. L'écart salarial lié au genre est donc considérablement amplifié par l'écart ethnique.

Avez-vous pris connaissance de cette étude? Des mesures sont-elles envisagées pour contrer ce phénomène ou existe-t-il des politiques d'activation ciblée pour ces personnes?

16.02 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): Ce problème demande une approche transversale: il faut une amélioration de la formation, de l'enseignement initial, de la mixité scolaire; il faut éviter la relégation dans certains types de formations techniques ou professionnelles et favoriser l'accès à l'enseignement supérieur.

Il faut aussi favoriser l'engagement des personnes non formées. Avec les contrats *win-win* permettant d'engager des personnes qui n'ont que le diplôme de l'enseignement secondaire (moyennant une activation de 1 000 euros par mois pour l'employeur), on a engagé en un an 40 000 jeunes. D'après les statistiques, près de la moitié sont des jeunes filles sans formation et, à Bruxelles, une grande partie sont d'origine étrangère.

Au-delà des politiques régionales, labels ou chartes de diversité, du travail sur les stéréotypes et toutes les campagnes de sensibilisation, il reste une discrimination à l'embauche qui peut être contrée par le CV anonyme ou par des plaintes. Je déteste les quotas, mais au sein des pouvoirs publics, si on ne s'impose pas des objectifs chiffrés, nous serons assis sur une bombe sociale!

Vous parlez des jeunes sans formation; le pire, c'est que certains ont des diplômes – parfois universitaires – mais n'accèdent pas à l'emploi pour des questions de mentalité. Je voulais déposer un plan en avril mais nous n'avons pu le faire. C'est une priorité pour un prochain gouvernement. En attendant, il y a des mesures ponctuelles.

À cela vient s'ajouter le problème du foulard, qui empêche certaines jeunes filles d'accéder à l'emploi dans certains secteurs. En combinaison avec les Régions et le secteur de l'enseignement, il faut déployer un vrai plan national car c'est une question vitale.

16.03 Özlem Özen (PS): Je suis d'accord avec vous. Une impulsion politique doit être donnée pour que ces personnes soient prises en charge. Même dans le cadre de politiques à discrimination positive pour les jeunes, il y a encore des sous-catégories. Il faut permettre aux communes d'engager des personnes représentatives de la population. Je pense aux nombreuses femmes d'origine étrangère nées en Belgique qui parlent le français, même si elles n'ont pas suivi une formation appropriée.

Je n'ai pas fait de statistiques pour voir si toutes les communes engageaient des personnes d'origine étrangère mais, dans l'administration publique, c'est révélateur!

L'incident est clos.

17 Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la présence élevée de particules fines dans les aéroports" (n° 2394)

17.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Une étude de novembre 2010 de l'Université d'Aarhus a montré une présence élevée de particules fines à l'aéroport de Copenhague. Leur concentration y était quatre fois plus élevée que dans la rue la plus polluée de Copenhague. L'on pouvait effectivement le supposer.

Vos services ont-ils pris connaissance de cette étude? Y en a-t-il de semblables en Belgique? Ne faut-il pas mettre en place un suivi systématique de la santé des travailleurs, anciens travailleurs et riverains les plus exposés à ces nuisances aéroportuaires?

17.02 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): Votre question montre que l'on ignore parfois les sources de particules fines. C'est la raison pour laquelle les nanoparticules avaient été inscrites comme nouveau point dans le plan stratégique pour le bien-être au travail et la réduction des accidents du travail.

L'année dernière, ce problème a été abordé à la "Semaine sur la santé au travail" organisée à Gand ainsi que lors d'une journée au niveau de notre service d'inspection et de bien-être au travail.

J'ai demandé à l'Inspection de vérifier si les employeurs dans les aéroports se conformaient à leur obligation d'analyser les risques, en particulier des particules fines, mais je pense qu'il faudrait une stratégie plus globale.

L'Inspection du travail peut juger si un employeur est responsable, mais s'il ne l'est pas, elle ne pourra rien faire. Je vais donc demander à mon administration de créer une *task force* pour voir si nous avons assez de données scientifiques. Si ce n'est pas le cas, nous mettrons sur pied une étude fouillée.

Mon administration devra s'assurer que les guides de bonnes pratiques et de sensibilisation à cette question existent bien et qu'il y a suffisamment d'inspections.

17.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Il y a les émissions des moteurs, mais aussi d'une série de produits chimiques utilisés notamment à l'intérieur des appareils, ainsi que le glycol utilisé pour le dégivrage. Or, on sait que ce dernier est dangereux pour la santé. Il serait important de faire le point sur ces polluants et leur impact sur les travailleurs.

L'incident est clos.

18 Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le financement des titres-services" (n° 2410)

18.01 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Ces dernières semaines ont vu naître une vive controverse à propos des titres-services, qui coûtent aujourd'hui annuellement 1,2 milliard d'euros aux pouvoirs publics.

La ministre est-elle d'avis qu'une adaptation de la procédure de création d'une entreprise de titres-services soit opportune? Quelles mesures pourraient-elles être mises en œuvre? Estime-t-elle le système de financement actuel viable à long terme? Quelles mesures doivent-elles, à son estime, être prises?

18.02 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Le gouvernement précédent avait déjà pris des mesures tendant à organiser une meilleure maîtrise du système.

Je ne suis pas favorable à un stop des agréments de nouvelles entreprises. Par ailleurs, en 2010, 7 entreprises seulement sur 2 600 se sont vu retirer leur agrément en raison d'une infraction à la réglementation. Peut-être pourrions-nous instaurer des conditions supplémentaires, comme l'existence d'une personne morale.

Le financement du système constitue le principal souci. Il convient toutefois de tenir compte de différents effets de retour. Selon la dernière étude d'IDEA Consult, l'effet de retour en 2010 équivalait à 500 millions d'euros, ce qui porte le coût net du système à 800 millions d'euros.

Cette même étude estimait le nombre de travailleurs en 2010 à 131 000. Un emploi moyen coûte donc 5 333 euros. Le régime a pour objectif de permettre à des travailleurs peu qualifiés d'échapper au chômage de longue durée ou au travail clandestin et à la population d'accéder à des services permettant de mieux combiner vie professionnelle et vie familiale.

L'étude met en avant une série d'idées pour réduire les coûts, par exemple par la modification du régime de la déductibilité fiscale, l'augmentation de la quote-part des usagers – mesure qui j'ai déjà prise deux fois au cours de la dernière législature – ou la réduction du nombre de titres-services par ménage – mesure déjà appliquée une fois. Nous devons aller plus loin, notamment en faisant dépendre le prix du type d'activité ou des revenus du ménage. Le système pourrait devenir très complexe.

Le prochain gouvernement devra opérer des choix. Une note est prête. Je suis prête à discuter de toutes les options, aussi longtemps que l'on ne touche pas aux objectifs. Le système est bon et suscite l'intérêt des autres États membres de l'UE.

18.03 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): Peut-être faudrait-il demander aux entreprises qui démarrent de verser une garantie, pour éviter que n'importe qui puisse lancer son entreprise de titres-services.

Je me réjouis que des mesures ont déjà été prises sur le plan du financement, mais il faut veiller à ce que les titres-services restent accessibles à tous.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 16 h 40.

De vergadering wordt geopend om 14.24 uur en voorgezeten door de heer Yvan Mayeur.

01 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Julie Fernandez Fernandez** aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "het aangekondigde hervormingsplan voor de Forem en de gevolgen voor het recht op werkloosheidsuitkeringen" (nr. 1977)
- mevrouw **Zoé Genot** aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de segmentering van de doelgroepen (MMPP, ...) voor het activeringsplan voor werklozen en de gevolgen voor de begeleiding" (nr. 2183)

01.01 **Julie Fernandez-Fernandez** (PS): In de pers werd aangekondigd dat er een decreet zou worden uitgevaardigd over een rationalisering van de Forem-structuur en een classificatie van de werklozen in vier groepen.

Er zouden 617 maatschappelijk werkers worden ingezet voor de begeleiding van werklozen, maar twee groepen werklozen zouden worden doorverwezen naar andere vormen van begeleiding: naar bedrijven voor vorming door arbeid en instellingen voor beroepsinschakeling, of naar de OCMW's, de centra voor geestelijke gezondheidszorg of andere begeleidingscentra voor MMPP's (personen met medische, mentale, psychische of psychiatrische problemen).

Mijn vraag gaat over de motieven die aan dit hervormingsplan ten grondslag liggen. Het verband met uw voorgenomen modernisering van de controle op werklozen is behoorlijk duidelijk. Is het een voorbereiding op een responsabilisering van de Gewesten in het kader van de onderhandelingen voor de vorming van een nieuwe regering?

Valt deze hervorming te rijmen met de huidige federale regelgeving betreffende de controle op werklozen?

01.02 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Wij hebben gemerkt dat er veel verzet was tegen de plannen van minister Antoine voor een afbakening van de groepen die zouden moeten worden begeleid door Forem. De minister had het over een akkoord waarin wordt bepaald dat de RVA-facilitatoren die werklozen gedurende 18 maanden niet zouden oproepen. U had deze categorieën al geschetst in uw nota die dateert van de lente van vorig jaar.

Een van de doelgroepen is zelfs onderstreept: de werkzoekenden die volledig arbeidsongeschikt zijn (aangeboren handicap). Ik keek vreemd op van het gebruik van die omschrijving, 'aangeboren handicap'. Het activeringsplan is inadequaar en focust de meest kwetsbare groepen. De oplossingen die u voorstelt zijn verontrustend.

Werd er vooruitgang geboekt sinds uw nota van maart 2010? Welke groepen zouden 18 maanden lang niet opgeroepen worden? Welke akkoorden werden er met de gewestelijke partners gesloten met betrekking tot die verschillende groepen?

U zegt dat de omschrijving 'werkzoekenden met een aangeboren handicap' niet meer wordt gebruikt. Welke definities hanteert u nu? Wat is de inhoud van de omzendbrief die aan de facilitatoren werd gestuurd om de controle op de beschikbaarheid van die groepen te versoepelen? Forem zal verscheidene personen naar andere partners verwijzen. Zullen die partners verzocht worden de RVA op de hoogte te houden van het vervolg van het begeleidingstraject?

01.03 Minister Joëlle Milquet (*Frans*): Ik sta te kijken van de karikaturen die u schetst en begrijp de analyse niet. Dat plan gaat niet uit van dit beleidsniveau. Het werd bovendien door uw partij goedgekeurd. Dat plan kwam er vooral op verzoek van de vakbonden en de begeleidingsdiensten van de drie Gewesten, wat niet meer dan normaal is. Ze hebben gevraagd om een persoonlijke begeleiding, net omdat elk geval anders is.

In plaats van gebruik te maken van dwaze, abstracte administratieve categorieën is het zaak de situatie van de betrokkene tijdens het eerste persoonlijke onderhoud in kaart te brengen.

Een pas afgestudeerde studente van de *Solvay Brussels School of Economics and Management* heeft niet dezelfde begeleiding als een jongere die gezakt is in het tweede jaar van het middelbaar onderwijs en die moeilijk aansluiting vindt bij de samenleving. Sommige werkzoekenden kunnen meteen actief op zoek naar werk, andere moeten misschien een opleiding volgen. Wie gelooft dat één en hetzelfde traject gebruikt kan worden voor de werkzoekenden in al hun verscheidenheid, vergist zich; een dergelijke aanpak is onefficiënt.

Het plan dat voorligt in het Waals Gewest beoogt niet bepaalde werkzoekenden uit te sluiten, maar heeft tot doel ervoor te zorgen dat elkeen de begeleiding die hij wenst en nodig heeft, kan krijgen. De bedoeling is dan ook ervoor te zorgen dat diegenen die het minst arbeidsrijp zijn, een geschikt traject kunnen volgen, en dat is niet noodzakelijk het gewone begeleidingstraject van Forem. Ik zie er geen been in dat werkzoekenden, op grond van hun profiel, op intelligente wijze én met een adequate planning worden doorverwezen. Het ontwerpakkoord huldigt die logica.

We behartigen de lopende zaken. De Vlaamse overheid, en meer bepaald de Vlaamse minister van Werk, heeft een aantal verzuchtingen inzake de regionalisering van het werkgelegenheidsbeleid. Ik heb niettemin een aantal verzoeken geformuleerd om toch stappen te kunnen doen, en in het bijzonder om, met speciale aandacht voor Brussel, de 20 miljoen euro die werden verkregen in het kader van het begeleidingsplan voor de werkzoekenden, te kunnen aanwenden. Om een akkoord te sluiten, zijn echter de drie partners nodig, en één van de partners ontbreekt.

De gewestelijke diensten krijgen er bevoegdheden bij, wat echter niet betekent dat zij kunnen beslissen wie er recht heeft op maatschappelijke bijstand! Daarom zijn we ook tegen een regionalisering van de werkloosheidsuitkeringen gekant. Het is op grond van federale wetgeving dat de RVA nagaat of een persoon aan de federale voorwaarden op het stuk van arbeidsgeschiktheid, beschikbaarheid, enz. voldoet. Dergelijke beslissingen zullen dus nooit door Forem worden genomen!

Dat de OCMW's een specifieke begeleiding aanbieden om werkzoekenden passender en met een efficiëntere dienstverlening te begeleiden is een goede zaak! Er is hier dus geen sprake van uitsluiting, maar er wordt een antwoord geboden op persoonlijke noden, in het raam van een eenvormige arbeidswetgeving.

Ik zou echter willen voorstellen dat u uw regionale collega's zou vragen dit soort vragen in de geëigende assemblee te stellen...

01.04 Julie Fernandez-Fernandez (PS): Ik heb nooit ontkend dat sommige werklozen heel moeilijk op de arbeidsmarkt terechtkunnen en nood hebben aan een bijzondere begeleiding. Hoe staat het echter met hun recht op werkloosheidsuitkeringen wanneer ze voor de begeleiding of de voorgestelde beroepsoriëntatie bedanken?

01.05 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Mijn collega's hebben deze vragen al in de geëigende assemblees gesteld. De vier vragen die ik u heb gesteld, hebben betrekking op federale bevoegdheden. U hebt een aantal categorieën gedefinieerd in het document van 22 maart. Ik wilde weten of die definities intussen nog bijgeschaafd werden, hoe ze nu luiden, hoe die categorieën worden aangepakt, enz. Wat schrijft de nieuwe omzendbrief voor die aan de facilitatoren werd overgezonden?

01.06 Minister Joëlle Milquet (Frans): Er is geen sprake van een nieuwe of een oude omzendbrief. In de omzendbrief aan de facilitatoren wordt gevraagd dat men steeds rekening zou houden met de persoonlijkheid en het traject en met de moeilijkheden waarmee de persoon wordt geconfronteerd, in plaats van hem te bestraffen omdat hij een ernstige sociale handicap heeft.

Voor een persoon in een moeilijkere situatie vraag ik dus dat er contact wordt opgenomen met de gewestelijke diensten, die voor bijkomende begeleiding kunnen zorgen. Het is dus met het oog op een meer humane benadering dat deze richtlijnen aan de facilitatoren werden bezorgd. Bovendien moeten ook de algemene context, de huidige situatie en de regio waar betrokkene woont in aanmerking worden genomen om zoveel mogelijk rekening te houden met de eigenheid van elk dossier.

01.07 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Ik had begrepen dat u een nieuwe omzendbrief had verstuurd. U zegt dat de mensen individueel moeten worden begeleid, maar in alle Gewesten is er een quotum uitsluitingen!

01.08 Minister Joëlle Milquet (Frans): Dat is niet waar! Bovendien is het aantal uitsluitingen gedaald. Ik heb een ontmoeting gehad met de facilitatoren en de administrateur-generaal van de RVA. Uit de statistieken blijkt dat het aantal sancties en afwijzingen gedaald is, nadat we verzocht hadden rekening houdend met de crisis een en ander aan te passen.

01.09 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Deze cijfers moeten om de zes maanden aan het Parlement worden meegedeeld, wat de jongste tijd niet gebeurd is. In de meest recente cijfers waarover we beschikken, is deze daling niet zichtbaar.

Zal u de partners vragen bepaalde gegevens aan de RVA te bezorgen zodat de begeleiding beter kan worden opgevolgd?

01.10 Minister Joëlle Milquet (Frans): Dat heeft geen uitstaans met de RVA, en de partnerschappen worden met de gewestelijke diensten gesloten. De VDAB doet dat met de uitzendsector en andere opleidingsorganisaties of actoren uit het middenveld. Bij de hervorming van Forem is er voorzien in een derde pijler, de pijler 'Partenariat', die een meer op maat gesneden begeleiding mogelijk maakt. In het kader van de uitbesteding van een begeleidingsopdracht, die door Forem moet worden gecoördineerd, wordt er uiteraard informatie uitgewisseld en worden er duidelijke bestekken opgesteld.

01.11 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): We hebben altijd geprotesteerd tegen het plan om werklozen uit te sluiten.

01.12 Minister Joëlle Milquet (Frans): Het gaat niet om een uitsluitingsplan, maar om een begeleidingsplan voor werkzoekenden.

01.13 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): In plaats van aan begeleiding doen de facilitatoren aan controle.

Dat men ervan uitgaat dat niet iedereen op dezelfde manier moet worden gecontroleerd, is een stap in de goede richting. Met de onderverdeling in categorieën zijn we echter minder gelukkig.

01.14 Minister **Joëlle Milquet** (*Frans*): U bent dus wel voorstander van een begeleiding op maat, maar bent tegen elke classificatie. Indien men niet met categorieën werkt, wordt iedereen als doorsnee behandeld.

De **voorzitter**: Als voorzitter is het niet mijn rol om het woord te nemen in het kader van de vragen, maar ik wil er op wijzen dat de commissie zich nog zal buigen over het begrip 'invaliditeit'. Sommige mensen worden door de diensten voor arbeidsbemiddeling als 'ongeschikt' bestempeld en het is heel moeilijk om hun werk, een herscholing of een opleiding voor te stellen.

Dit punt komt dus op de agenda van een volgende vergadering. We zullen hier meer in het algemeen op terugkomen, want dit begrip heeft niet enkel met arbeid te maken.

01.15 **Zoé Genot** (Ecolo-Groen!): Ik hoop dat men dan de meest kwetsbaren te hulp zal komen, die van het recht op werkloosheidsuitkeringen werden uitgesloten en doorverwezen werden naar het OCMW, in de illegaliteit terechtkwamen of alleen nog kunnen rekenen op de solidariteit van hun familie.

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van mevrouw Valérie De Bue aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "werklozen met een job" (nr. 1995)**

02.01 **Valérie De Bue** (MR): Uit RVA-gegevens blijkt dat 26.000 personen werkloosheidsuitkeringen cumuleren met betaalde arbeid. Het gaat om 4 procent van de werklozen.

Bevestigt u die cijfers? Welke maatregelen kunnen er worden genomen?

02.02 Minister **Joëlle Milquet** (*Frans*): Het klopt dat er in het jaarverslag 2009 van de RVA sprake was van 26.000 personen in deze situatie. Dit soort situaties wordt sinds 2004 opgespoord via gegevensvergelijking, en meer bepaald via de Dimona-databank. In een groot aantal gevallen zijn deze overlappingsen echter niet te wijten aan fraude, maar aan een vergetelheid. In vergelijking met de 400.000 werkzoekenden gaat het om een zeer beperkt aantal gevallen. De ten onrechte ontvangen bedragen worden teruggevorderd. Wanneer er sprake is van bedrieglijk opzet wordt het dossier overgezonden aan de arbeidsauditeur met het oog op strafvervolgung.

Om komaf te maken met dit probleem hebben we de reglementering gewijzigd. Het uitbetalingsorganisme krijgt toegang tot het Dimona-bestand van de RSZ en zal geen uitkeringen meer mogen betalen voor een periode waarin er arbeid werd verricht.

De gevolgen van die wijziging zouden eerlang merkbaar moeten zijn.

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van mevrouw Colette Burgeon aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "het vaderschapsverlof" (nr. 2124)**

03.01 **Colette Burgeon** (PS): In België bedraagt het vaderschapsverlof 2 weken, maar het is optioneel. De belangstelling voor dit verlof neemt toe, maar sommige vaders ondervinden nog heel wat problemen om het op te nemen. Hoewel het belang van dat verlof niet overschat kan worden, neemt bijna een op de vijf werknemers het om diverse redenen niet op. De vaders lijken goed geïnformeerd te zijn over dit verlof, maar toch vraag ik me af of er geen maatregelen kunnen worden overwogen om ze nog beter voor te lichten. Omdat dit verlof niet wettelijk verplicht is, is het soms moeilijk om er gebruik van te maken. Wat staat de omvorming tot een verplicht verlof in de weg?

03.02 Minister **Joëlle Milquet** (*Frans*): Het feit dat we momenteel in een periode van lopende zaken zitten.

80 procent van de vaders neemt dit verlof. Op zich is dat al goed nieuws.

Met welke moeilijkheden krijgt de resterende 20 procent te maken? Het kan een kwestie van sociale,

culturele of andere vorm van segregatie zijn. In sommige kringen is de vader-kindrelatie door meer stereotypen getekend dan in andere, enz. Het kan ook te maken hebben met de mentale ingesteldheid van de werkgever, het gebrek aan flexibiliteit in het bedrijf, de moeilijkheid om een vervanger te vinden of de angst om voor een watje versleten te worden. De oorzaken zijn legio.

Daarom steun ik de idee om dat verlof verplicht te stellen. Dat debat wordt momenteel op Europees niveau gevoerd. In het kader van de bespreking van de richtlijn over het moederschapsverlof heeft het Parlement het verplicht karakter van het vaderschapsverlof toegevoegd teneinde tot een meer evenwichtige visie op het ouderschap te komen. Die knoop zal tijdens het Hongaarse voorzitterschap en door de volgende regering moeten worden doorgehakt.

03.03 Colette Burgeon (PS): Het blijkt dat degenen die dat verlof het meeste nodig hebben het niet opnemen. Dat is jammer. Een en ander past in de evolutie van de mentaliteit. Ik zal u steunen in die strijd.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer David Clarinval aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "het uitblijven van een reactie van de minister op het verslag van het Rekenhof met betrekking tot de financiële transfers in de tak arbeidsongevallen van de sociale zekerheid" (nr. 2040)

04.01 David Clarinval (MR): Enkele maanden geleden heeft het Rekenhof het rapport *Financiële transfers in de tak arbeidsongevallen van de sociale zekerheid* aan de Kamer overgezonden; dat rapport werd opgesteld na een audit die liep van januari tot mei 2009. Het voorontwerp van het rapport werd bezorgd aan het Fonds voor arbeidsongevallen (FAO), aan minister Onkelinx en aan u; het FAO formuleerde op 17 december 2009 een antwoord, minister Onkelinx op 10 maart 2010.

In het rapport lees ik echter dat het Rekenhof van uwentwege geen antwoord kreeg. Waarom vond het Rekenhof bij u geen gehoor met zijn opmerkingen?

04.02 Minister Joëlle Milquet (Frans): Ik heb uiteraard met veel aandacht van dat rapport kennisgenomen en ik heb mijn administratie gevraagd een nauwkeurig antwoord te formuleren. De administratie heeft haar werk zo zorgvuldig gedaan dat het antwoord, naar ik meen, op de uiterste datum is aangekomen en niet meer in het rapport kon worden opgenomen. Mijn administratie heeft het rapport echter wel degelijk geanalyseerd, en er werd op geantwoord.

In dat antwoord werden verscheidene voorstellen voor verbetering aangedragen, zoals de invoering van een interne kwaliteitscontrole; het FAO heeft dat voorstel uitgevoerd.

Er werden verscheidene andere verbeteringen aangebracht in de bestuursovereenkomst die ik in 2010 met het FAO heb gesloten.

Er werden nog aanbevelingen gedaan, zoals het uitvoeren van een voorafgaande batenanalyse, de uitbreiding van het polissenrepertorium dienstboden of de automatisering van de kapitaaloverdrachten.

Tot slot werden er bepaalde vragen gesteld in verband met de financiering van de tak. Dat verdient bijzonder veel aandacht. Het zou moeilijk zijn om vandaag de regeling voor de financiële transfers, die in een gegeven begrotingssituatie en politieke context werd ingesteld, af te schaffen zonder bijkomende lasten voor de sociale zekerheid te creëren. En er kunnen geen nieuwe maatregelen op dat stuk genomen worden, omdat dit een periode van lopende zaken is. Er ligt al een reeks concrete voorstellen klaar, het wachten is op een nieuwe regering.

We zullen voorts vanaf morgen de kwestie van de welvaartsvastheid bespreken. Het ontwerp van centraal akkoord bevat verhogingen van de vergoedingspercentages, die door de regering besproken zullen worden. Er zal beslist moeten worden of dat essentiële onderdeel al dan niet zal worden toegepast op alle uitkeringsgerechtigden of alle werknemers, met andere woorden de beruchte welvaartsvaste vergoedingspercentages van 60 procent die al toegepast werden voor de arbeidsongevallenuitkeringen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 2137 van mevrouw Kattrin Jadin wordt uitgesteld.

05 Vraag van mevrouw Meryame Kitir aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "overeenkomsten voor ontslagen werknemers inzake opleiding" (nr. 2174)

05.01 Meryame Kitir (sp.a): Verschillende instellingen waarvan de hoofdactiviteit bestaat uit het verstrekken van opleiding of begeleiding, kunnen fungeren als werkgever van werknemers met ervaring die in het kader van een herstructurering werden ontslagen en waarvoor het KB van 3 februari 2010 voorziet in de activering van de werkloosheidsuitkering en een vermindering van de socialezekerheidsbijdragen.

Hoeveel overeenkomsten werden sinds 1 januari 2010 afgesloten? Hoeveel werkgevers zijn daarbij betrokken?

05.02 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): Tot op heden heeft slechts één instelling een overeenkomst in dat kader afgesloten.

Uit de cijfers blijkt echter dat het aantal deelnemers aan de opleidingen bij die instellingen afnam. Daarom werd de overeenkomst stopgezet op 1 januari 2011. De instellingen zelf, de RSZ en de RVA werden daarvan op de hoogte gebracht.

De maatregel was goed bedoeld. Ze wilde in het kader van een herstructurering ontslagen werknemers met ervaring inzetten als opleiders.

Misschien is er een gebrek aan goede wil, misschien is er een gebrek aan informatie. We moeten meer communiceren en informatie verstrekken.

05.03 Meryame Kitir (sp.a): Eén persoon is redelijk weinig. Dit is een gemiste kans, volgens mij te wijten aan een gebrek aan informatie. Het is jammer dat de regeling al stopgezet is.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de RVA-studie over het traject van de personen die van werkloosheidsuitkeringen werden uitgesloten" (nr. 2186)

06.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Sinds geruime tijd stelt men vast dat sommige mensen letterlijk 'verdwijnen' uit de statistieken met betrekking tot de personen die van werkloosheidsuitkeringen werden uitgesloten omdat men niets meer weet over hun situatie, hun bronnen van inkomsten of hun statuut.

In maart 2009 heb ik u ondervraagd over de gevolgen van de uitsluiting van werklozen voor de OCMW's. In uw antwoord stelde u dat u de RVA gevraagd had samen met een externe instelling een studie uit te voeren, waarin twee aspecten dienden te worden onderzocht. Enerzijds diende men via een telefonische enquête bij de betrokkenen te onderzoeken welk traject zij precies volgen na een uitsluiting. Anderzijds diende men de gesprekken die tot de uitsluiting leiden, te analyseren, de redenen te inventariseren, de gebruikte methoden op te volgen en de dossiers te bestuderen om de oorzaak van mogelijke problemen te vinden en oplossingen aan te reiken.

Beschikt u thans over deze studie?

06.02 Minister Joëlle Milquet (Frans): We hebben een verslag van de RVA ontvangen, waarin het traject van de personen die van werkloosheidsuitkeringen werden uitgesloten, werd onderzocht naar aanleiding van de opvolging van hun zoekgedrag naar werk. Men stelde vast dat 12 procent van de betrokkenen werk vindt in het trimester dat volgt op de sanctie. 20 procent vindt binnen het jaar werk. De verlaging van de uitkeringen is de sanctie die de werkzoekenden er het vaakst toe aanzet om werk te vinden. Uit de studie blijkt dat 8 tot 10 procent van de uitgesloten zich in het trimester dat volgt op de sanctie tot een OCMW wendt. 5 tot

8 procent doet dat binnen het jaar na de sanctie.

Een aanzienlijk deel van de personen die uitgesloten worden, krijgen in de databanken van de sociale zekerheid het statuut 'onbekend'. Ze worden opgevangen door familie, echtgenoot of anderen, of ze keren terug naar het ouderlijk huis.

Een groot aantal mensen wordt ook definitief van het recht op werkloosheidsuitkeringen uitgesloten omdat ze niet kwamen opdagen nadat ze waren opgeroepen.

Wanneer een werkloze een negatieve evaluatie krijgt naar aanleiding van een derde onderhoud dat leidt tot een uitsluiting, is dit volgens de facilitatoren doorgaans te wijten aan het feit dat de werkloze het contract dat tijdens het voorgaande gesprek werd gesloten, niet of nauwelijks in acht heeft genomen. Deze reden wordt door de verschillende diensten het vaakst aangehaald.

De RVA organiseert een soort permanente evaluatie via regelmatige contacten met de directeurs en de coördinatoren-facilitatoren. De nodige correctiemaatregelen worden regelmatig meegedeeld aan de gewestelijke werkloosheidsbureaus.

Wat de analyse betreft vóór er tot uitsluiting wordt overgegaan, ontmoeten de facilitatoren elkaar om de maand of om de zes weken op het niveau van de RVA. Iedereen verduidelijkt hoe hij een bepaald geval behandelt en er wordt geprobeerd de maatregelen op elkaar af te stemmen.

06.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Ik blijf op mijn honger, want ik had gehoord dat er een studie zou komen over de personen die 'verdwenen' zijn. We praten al jaren over deze problematiek.

06.04 Minister Joëlle Milquet (Frans): De studie van toenmalig minister Arena betrof de follow-up van de personen zodra ze bij het OCMW terechtkwamen. De studie waarover ik het heb, gaat erover hoe men die mensen terug aan de slag krijgt.

06.05 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): In deze studie werd al evenmin gerept van mensen die noch een OCMW-uitkering trekken, noch een baan hebben.

Zij zijn vaak niet aangesloten bij een ziekenfonds, werken zwart, zijn afhankelijk van familiale steun en vallen terug op systemen waarin men andermans SIS-kaart leent, enz. Zo ontstaat er in de maatschappij een categorie van illegalen die zich in een kwetsbare en preciaire situatie bevinden.

Deze kwestie zou moeten worden onderzocht door een gespecialiseerd orgaan. Dat is duidelijk nog niet gebeurd.

06.06 Minister Joëlle Milquet (Frans): Ik zal mij hierover informeren.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van mevrouw Maggie De Block aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de tewerkstellingspremie en de seizoensregeling in de champignonteelt" (nr. 2211)

07.01 Maggie De Block (Open Vld): De champignonteelt in ons land zit in zware moeilijkheden omdat er een toenemende import is van goedkope champignons uit Midden-Europa. De export stagneert, terwijl de import op een achttal jaar tijd verzesvoudigd is.

De personeelskosten in ons land liggen veel hoger dan in Midden-Europa en de sector ondervindt ook concurrentie door de zwakke Britse pond en Poolse zloty. De Belgische kwekers worden daarbovenop geconfronteerd met een strenge milieuwetgeving.

In het interprofessioneel akkoord 2007-2008 werden maatregelen beloofd die nooit werden uitgevoerd. Begin 2010 was er ophef over een kweker die zijn vast personeel verving door goedkope seizoenarbeiders. In 2008 werd 400.000 euro gestort in het Waarborgfonds Tuinbouw voor tewerkstellingspremies aan champignonbedrijven voor 2008, 2009 en 2010. De maatregel kan verlengd worden.

De ministerraad van 24 december 2010 beperkte het aantal toegelaten seizoenarbeidsdagen tot 65, wat problemen in de sector kan veroorzaken. Waarom werd er niet gewacht op de evaluatie van de seizoenregeling in het paritair comité Tuinbouw?

Hoever staat het met de uitwerking van het systeem van de bijzondere tewerkstellingspremie? Zal die verlengd worden in 2011? Zullen de bedragen worden aangepast? Waarom wordt het aantal dagen voor de seizoenarbeid beperkt? Wat is de stand van zaken van de evaluatie van de seizoenregeling? Welke gevolgen zal de ministerraad daaraan geven? Werd er hierover overlegd in de NAR?

07.02 Minister **Joëlle Milquet** (*Nederlands*): De wet houdende diverse bepalingen van 29 december 2010 brengt de programmawet van 2007 in overeenstemming met de Europese bepalingen inzake de steun aan de landbouwsector. Voor de jaren 2008, 2009 en 2010 konden de champignonkwekerijen eenmalig maximum 7.500 euro ontvangen. Het globaal beheer van de sociale zekerheid voor werknemers moest daarvoor telkens 400.000 euro in het Fonds voor het tuinbouwbedrijf storten, maar dat is nooit gebeurd.

Nu is er dus een nieuwe wettelijke basis, zodat het bedrag wel zal worden gestort. Er moet wel een cao voor de periode 2008-2010 voor deze sector worden afgesloten, die het reeds bestaande systeem van tewerkstellingspremies versterkt. Het eventueel niet-toegekende bedrag zal worden teruggestort aan de sociale zekerheid. De toekenningsperiode kan worden verlengd en het bedrag kan gewijzigd worden in 2011. De uitvoeringsbesluiten daarvoor zijn bijna klaar.

Voor de aanpassing van de programmawet van 2007 konden de premies niet worden uitbetaald, omdat het om illegale staatssteun ging. Daarom werd nog geen enkele premie uitbetaald. De ministerraad moet beslissen over de verlenging en de aanpassing van de bedragen. In het kader van de begrotingsonderhandelingen zal ik voorstellen doen aan de ministerraad.

In deze sector is seizoenarbeid gedurende 65 dagen per arbeider mogelijk tegen een lager loon en lagere werkgeversbijdragen. Deze periode valt samen met de drukste periode in deze sector.

Het incident is gesloten.

08 **Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de werkomstandigheden van de bagageafhandelaars op luchthavens" (nr. 2249)**

08.01 **Zoé Genot** (*Ecolo-Groen!*): De bagageafhandelaars op de luchthavens verzetten ettelijke tonnen bagage per dag! Elk stuk bagage weegt tussen 15 en 30 kg. De European Transport Workers' Federation vraagt een beperking van het gewicht tot maximaal 23 kg.

Wat is de stand van de besprekingen op Europees vlak? Hebben bepaalde landen een strengere wetgeving ter zake dan België? Bent u van plan de maximumlast te beperken tot 23 kg?

08.02 Minister **Joëlle Milquet** (*Frans*): Er bestaat hierover een Europese richtlijn die de werkgevers ertoe verplicht gevaren bij het hanteren van lasten uit te schakelen en de residuele handelingen bij het manueel hanteren van lasten te analyseren. Er is in de richtlijn geen maximumgewicht opgenomen. De hele problematiek van de lasten moet worden bekeken uit het oogpunt van de bescherming van de gezondheid van de werknemer. De Europese Commissie heeft in 2009 het initiatief genomen voor de herziening van de richtlijn. Normaal gesproken zal er in 2011 een impactstudie met betrekking tot dat ontwerp worden uitgevoerd.

In 2007 werd elke lidstaat verzocht een gemeenschappelijke informatiecampagne op te zetten. In België kregen 9 luchtvaartmaatschappijen de inspectie over de vloer in het kader van het probleem van het manueel hanteren van lasten. Er werd wel degelijk een probleem vastgesteld in verband met het gewicht en het volume van de lasten.

We moeten het debat weer op gang brengen, opdat er een maximale last wordt bepaald in de Europese richtlijn. Wat de bagageafhandelaars betreft, zal ik mijn collega van Mobiliteit vragen het Europese voorstel te

steunen.

Wij voeren sensibiliseringscampagnes, en verspreiden in dat kader onder meer een brochure onder alle betrokken bedrijven.

08.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Er zal een tijdpad met deadlines moeten worden vastgesteld. Waarom zou België dat niet als eerste doen, om het voorbeeld te geven?

Het incident is gesloten.

09 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "misbruiken inzake uitzendarbeid" (nr. 2250)

09.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): In heel wat bedrijven is het de regel geworden dat een beroep wordt gedaan op uitzendarbeid, terwijl zulks de uitzondering zou moeten zijn, om zieken te vervangen of met het oog op een tijdelijke personeelsuitbreiding. Opeenvolgende arbeidsovereenkomsten voor één dag, gebruik van uitzendarbeid in geval van economische werkloosheid of nog als selectieprocedure zijn vaak voorkomende misbruiken.

Hoeveel keer werd de uitzendsector de jongste jaren gecontroleerd? Welke inbreuken werden er vastgesteld en welke initiatieven werden er genomen om zulke misbruiken te voorkomen?

09.02 Minister Joëlle Milquet (Frans): In de uitzendsector is er nog plaats voor verbetering, wat geen afbreuk doet aan de verdiensten van die sector op het stuk van socialisatie.

In 2009 werden er 759 controles uitgevoerd, waarvan 283 na een klacht; in 2010 werden er 833 controles uitgevoerd, waarvan 324 na een klacht.

In 2009 werden er 608 inbreuken vastgesteld. Er werden 74 waarschuwingen gegeven, er gebeurden 468 regularisaties en er werden 66 processen-verbaal opgemaakt. In 2010 werden 577 inbreuken vastgesteld. Er werden 85 waarschuwingen gegeven, in 448 dossiers gebeurde er een regularisatie en er werden 44 processen-verbaal opgemaakt.

Om misbruiken te voorkomen moet gebruik worden gemaakt van een veelsporenbeleid.

Ten eerste werkt de inspectie Toezicht op de Sociale Wetten een actieplan uit dat tegen 1 juli klaar moet zijn. Het toezicht op de uitzendarbeid is een van de thema's die daarin aan bod komen. Daarnaast wil de inspectie strenger optreden tegen misbruik van uitzendarbeid. Wordt er een uitzendkracht aangeworven om een vaste werknemer te vervangen of bij een tijdelijke toename van het werk? Wordt de duur van de overeenkomst niet overschreden? Ontvangt de uitzendkracht hetzelfde loon en werkt hij in dezelfde omstandigheden als de vaste werknemer? Zijn de buitenlandse uitzendbureaus erkend door de Gewesten? Wordt de regelgeving inzake uitzendwerk door studenten nageleefd? Met name de veiligheid op het werk is een groot probleem.

De sociale partners zouden tegen maart tot overeenstemming moeten komen. Ik denk dat als zij er niet in slagen vooruitgang te boeken, de commissie haar verantwoordelijkheid zal moeten opnemen om in de plaats van de regering van lopende zaken actie te ondernemen en alle mogelijke maatregelen te bestuderen.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "controles inzake economische werkloosheid" (nr. 2251)

10.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Om het gewaarborgd loon niet te moeten betalen, zouden sommige werkgevers uit de transportsector chauffeurs economisch werkloos maken vanaf hun eerste dag ziekteverzuim. De controle op die praktijk zou inefficiënt zijn.

Is u van een en ander op de hoogte? Hoeveel controles werden er uitgevoerd en hoeveel inbreuken werden er vastgesteld? Welke oplossingen stelt u voor om dergelijke misbruiken te voorkomen?

10.02 Minister **Joëlle Milquet** (*Frans*): Het klopt dat er misbruiken zijn, maar we zijn er niet van op de hoogte dat er op grote schaal misbruik wordt gemaakt van de mogelijkheid om arbeiders tijdelijk werkloos te maken en zo het gewaarborgd loon niet te moeten betalen. Naar aanleiding van een onderzoek werden er de afgelopen jaren drie klachten in die zin genoteerd. Om een dergelijke fraude te kunnen plegen, moet het bedrijf de RVA ten minste zeven dagen vóór de eerste werkloosheidsdag meedelen dat het een periode van economische werkloosheid zal invoeren voor de betrokken arbeiders. Deze fraude valt moeilijk op te sporen, omdat ze weinig sporen nalaat. Bovendien moet er een klacht worden ingediend opdat dit misbruik aan het licht zou kunnen worden gebracht.

Tijdelijke werkloosheid en dienstencheques zijn twee van onze prioriteiten in het plan voor 2011. De bedrijven die worden gecontroleerd, zullen op een meer gerichte manier geselecteerd worden dankzij Oasis, een systeem waarmee potentieel frauderende bedrijven kunnen worden opgespoord. Bovendien worden bedrijven met een graad van economische werkloosheid die boven het sectorgemiddelde ligt, systematisch gecontroleerd.

10.03 **Zoé Genot** (*Ecolo-Groen!*): Bij ABVV-BTB hoopt men dat deze sociale fraude in 2011 zal worden aangepakt. Een samenwerking met die organisatie kan misschien zinvol zijn.

Het incident is gesloten.

11 **Vraag van mevrouw Christiane Vienne aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de veiligheidsregels voor betonpompbedienaars" (nr. 2253)**

11.01 **Christiane Vienne** (*PS*): De lange rij van ernstige ongevallen – waarvan drie met dodelijke afloop – die zich in de loop van de jongste vijf jaar in de betonsector voordeden, werd de voorbije maanden nog aangevuld met twee ongevallen, een in november en een in januari.

Zowel het maken van beton in de speciaal uitgeruste centrales als de levering ervan aan de gebruikers vallen uitdrukkelijk onder de bouwsector. Heel wat vervoerbedrijven maken echter gebruik van de juridische onduidelijkheid in dit verband om zich in betontransport te specialiseren.

De leden van het paritair comité voor het bouwbedrijf moeten strikte veiligheidsregels in acht nemen en krijgen opleidingen in verband met de specifieke risico's van de sector. Dat geldt echter niet voor de leden van het paritair comité voor het vervoer. Een en ander werkt een indruk van oneerlijke concurrentie in de hand.

De sector van het stortklare beton vraagt dat er in de nationale strategie voor de preventie en het welzijn op het werk maatregelen zouden worden opgenomen inzake opleiding en bewustmaking van de risico's voor de betonpompbedienaars, de chauffeurs van de betonmixer en de verantwoordelijken van de betoncentrales.

Zullen er maatregelen worden uitgevaardigd om de inachtneming van de veiligheidsmaatregelen strikter te controleren en om na te gaan of het relevant is of een bedrijf tot een bepaald paritair comité behoort of niet? Zal er een eind worden gemaakt aan de heersende onduidelijkheid?

11.02 Minister **Joëlle Milquet** (*Frans*): De sector van de betoncentrales onderhoudt, via zijn federatie FedBeton, al verscheidene maanden contact met mijn diensten om de nieuwe strategie voor het terugdringen van de arbeidsongevallen en het bevorderen van preventie en opleiding te implementeren.

De onderzoeken die ingesteld worden naar aanleiding van ernstige arbeidsongevallen, op grond van de omstandige verslagen die aan de bevoegde inspectiediensten bezorgd worden, vormen een groot deel van het reactieve werk van de inspectiediensten. Op grond van die verslagen alsook onderzoeken en inspectiebezoeken worden er fiches over de lessen uit ongevallen gepubliceerd op de website van de FOD Werkgelegenheid.

Er worden elk jaar diverse inspectiecampagnes op touw gezet voor de sectoren en welbepaalde categorieën arbeiders en/of activiteiten die aan grote beroepsrisico's blootgesteld worden.

Onze diensten hebben nog nooit een algemene nationale campagne op touw gezet voor de problematiek in de sector van de betonpompbedienaars. Ik zal mijn diensten vragen om dit jaar zo een campagne te organiseren. Ik zal van de inspecteurs die in de sector actief zijn, eisen dat ze meer aandacht besteden aan de specifieke risico's die verbonden zijn aan de levering van gebruiksklaar beton. We zullen moeten nagaan hoe we de *good practices* op het vlak van preventie kunnen verbeteren.

Aangezien de wet van 5 december 1968 niet in een procedure voorziet om het bevoegde paritair comité voor een werkgever te bepalen, blijft de werkgever de verantwoordelijkheid dragen voor het paritair comité waarvoor hij opteert; in geval van twijfel kan hij de algemene directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen om een advies vragen. We zijn niet bevoegd om van ambtswege een onderzoek te verrichten. Die situatie zou moeten worden aangepast.

De arbeidsinspectie Toezicht op de Sociale Wetten houdt toezicht op de toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomsten. Ze gaat na of de werkgever de regels van het bevoegde paritair comité respecteert.

Door de registratie van de werkgevers kan de RSZ ook een, ietwat beperkte, controle op het bevoegde paritair comité uitoefenen. Er kan echter niets worden afgedwongen.

Er bestaat geen onduidelijkheid over het bevoegde paritair comité voor de sector van het stortklaar beton. De betonbereiding in daartoe speciaal uitgeruste centrales en/of de levering van beton aan de verbruikers vallen onder de bevoegdheid van het paritair comité bouw (124). Het comité kijkt af van het beginsel van de hoofd- en nevenactiviteit. Het comité is bevoegd voor alle werkgevers met een normale beroepsactiviteit in de bouw, of dat nu een hoofd- of nevenactiviteit is.

U vestigt hier de aandacht op een probleem dat strenge maatregelen vereist. Wij zullen opdracht geven tot het verhogen van het aantal inspecties en het opzetten van een preventiecampagne.

11.03 **Christiane Vienne** (PS): Het probleem ligt niet bij het paritair comité 124 (bouw), maar bij het vervoeren van beton door transportbedrijven (paritair comité 140). Er deden zich al arbeidsongevallen voor, soms met dodelijke afloop, in bedrijven die onder dit paritair comité vallen. Het paritair comité 140 kan aan werknemers die beton vervoeren niet dezelfde bescherming geven als die welke onder het paritair comité 124 ressorterende werknemers genieten.

11.04 Minister **Joëlle Milquet** (*Frans*): U heeft gelijk. Er moet uitgemaakt worden of het om een hoofd- dan wel een nevenactiviteit gaat. In het eerste geval is het comité 140 bevoegd, dat minder garanties biedt in een agressievere sector.

Momenteel discussiëren wij over de mogelijkheid om bruggen te slaan en de comités 124 en 140 beter te doen werken.

Over 15 dagen zal ik dit punt met mijn administratie bespreken.

Het incident is gesloten.

12 **Vraag van de heer Stefaan Vercamer aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de mogelijkheden om deeltijds ouderschapsverlof te cumuleren met een zelfstandig (bij)beroep" (nr. 2308)**

12.01 **Stefaan Vercamer** (CD&V): Het is niet mogelijk om een deeltijdse loopbaanonderbreking in het kader van het ouderschapsverlof te combineren met een zelfstandige activiteit. Met een voltijdse onderbreking kan dat wel.

Hoe komt dat? Hoe staat de minister tegenover een wijziging van de regelgeving zodat ook een deeltijdse loopbaanonderbreking met een zelfstandige activiteit kan worden gecombineerd?

12.02 Minister **Joëlle Milquet** (*Nederlands*): Het ouderschapsverlof dient om werk en privéleven beter te

combineren. Het is dus logisch dat deeltijds ouderschapsverlof niet mag worden gecombineerd met een zelfstandige activiteit. De werkgever die ouderschapsverlof toestaat, moet er zeker van kunnen zijn dat het verlof dient voor de opvoeding van het kind en niet voor het opstarten van een zelfstandige activiteit.

Het KB van 2 januari 1991 over de toekenning van onderbrekingsuitkeringen, dat deels van toepassing is op het ouderschapsverlof, voorziet in een uitzondering bij een voltijdse onderbreking. Dat lijkt me niet logisch, maar het ouderschapsverlof kadert natuurlijk in de bestaande regelgeving over het cumuleren van onderbrekingsuitkeringen en een zelfstandige activiteit.

Het lijkt me niet zinloos om, met het oog op de ontwikkeling van de ondernemerszin, een debat te organiseren over de modaliteiten inzake loopbaanonderbreking.

12.03 Stefaan Vercamer (CD&V): Dat debat wil ik graag voeren, maar ik begrijp nog altijd niet waarom het wel mag met een volledige loopbaanonderbreking en niet met een deeltijdse.

12.04 Minister Joëlle Milquet (*Nederlands*): Misschien is het risico van misbruik groter?

Het incident is gesloten.

13 Vraag van mevrouw Karolien Grosemans aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "100.000 groene jobs" (nr. 2346)

13.01 Karolien Grosemans (N-VA): Naar aanleiding van een Europees congres voor groene energie kondigde de minister aan dat België in de komende tien jaar 100.000 groene jobs kan creëren. Momenteel zijn volgens Ecorys 154.000 personen aan de slag in de groene economie.

Wij vinden een groene economie ook belangrijk, maar we willen een realistisch en betaalbaar project om de doelstelling te halen. Volgens Paul de Grauwe klopt het niet dat de groene kaart trekken tot meer jobs zou leiden.

In een persbericht zet de minister maatregelen uiteen die de creatie van groene jobs moeten stimuleren. Zij had het bijvoorbeeld over studies met behoud van werkloosheidsuitkering of betaald educatief verlof.

Welke maatregelen overweegt de minister om de groene economie te stimuleren? Op welke termijn kunnen die maatregelen ingevoerd worden? Wat kan de minister inbrengen tegen de kritiek van professor De Grauwe? Wat zullen de stimulerende maatregelen kosten?

13.02 Minister Joëlle Milquet (*Nederlands*): Volgens het Planbureau is het aantal ondernemingen dat zich met ecologische activiteiten bezighoudt, met 44 procent gestegen van 1995 tot 2006. De groene werkgelegenheid is met 40 procent gestegen, veel meer dan de werkgelegenheid in het algemeen.

De groene jobs waren een prioritair thema tijdens ons Europees voorzitterschap en we hebben tientallen aanbevelingen voorgesteld. Ik heb ook een nota klaar voor de toekomstige regering.

Op federaal niveau zijn er veel mogelijkheden. Nadat de sectoren bepaald zijn waarin een forse groei mogelijk is, wordt er samen met de Gewesten een meerjarig en becijferd steun-, investerings- en opleidingsplan uitgewerkt. Groene jobs kunnen best in een nationale strategie worden gestimuleerd, omdat de bevoegdheden verspreid zijn.

De sectorale fondsen vragen om mensen groene vaardigheden bij te brengen en we moeten daarom veel investeren in opleidingen. In overleg met de sociale partners moeten we de werkplek en de arbeidsorganisatie vergroenen. Met de FOD Financiën moeten we nadenken over eventuele fiscale stimulansen.

13.03 Karolien Grosemans (N-VA): Vergroenen is inderdaad een prioriteit en we moeten klaar zijn voor de overgang naar een koolstofarme economie. De minister haalt verscheidene actieterreinen aan en op Belgisch en Europees niveau zijn de uitdagingen op die actieterreinen groot. Ik hoop dat er wat van komt.

Ik heb weinig gehoord over het kostenplaatje. Ik neem aan dat er nog maar weinig cijfers voorhanden zijn. We zullen de subsidies onder de loep moeten nemen.

Het incident is gesloten.

14 Vraag van mevrouw Maggie De Block aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de sociale mistoestanden die zich voordoen met losse journalisten en freelancers" (nr. 2366)

14.01 Maggie De Block (Open Vld): De arbeidsvoorwaarden voor jonge journalisten zijn vaak ondermaats. De concurrentie in de geschreven en audiovisuele pers is bijzonder groot. Men probeert de geringe winstmarges te ondervangen op de kap van jonge werknemers die in onredelijke sociale statuten of tegen heel lage vergoedingen moeten werken.

Heeft de Sociale Inspectie controles uitgevoerd bij mediabedrijven? Tot hoeveel waarschuwingen, loonregularisaties en processen-verbaal leidde dat? Zal de Sociale Inspectie strikter toezien op een correct gebruik van uitzendcontracten voor journalisten? Kan een werkgever zijn protesterende werknemers aanmanen het zelfstandigenstatuut aan te nemen? Deed men ook controles op schijnzelfstandigheid bij mediabedrijven? Zal de minister de sociale partners verzoeken om snel tot een akkoord te komen over een algehele modernisering van de uitzendwetgeving?

14.02 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): In 2010 heeft de inspectie Toezicht op de Sociale Wetten van de FOD Werk in de mediasector 240 controles verricht. Daarbij werden 278 inbreuken vastgesteld voor 2.682 werknemers. Van die inbreuken werden er 179 geregulariseerd. Er werden 27 processen-verbaal opgesteld. Een bedrag van bijna 900.000 euro werd geregulariseerd.

Inzake uitzendarbeid werden er slechts vijf inbreuken vastgesteld. Er werd telkens een proces-verbaal opgesteld, waarvan het gevolg echter nog niet bekend is.

De inspectie werkt nu een actieplan uit. Controle op uitzendarbeid zal als een van de thematische doelstellingen voor 2011 worden vastgesteld.

De ondertekening van een verklaring om af te zien van elke juridische actie, kan gezien worden als een dading tussen partijen. Het bindt enkel de ondertekenende partijen. Het niet-betalen van loon of het oneigenlijk gebruik van uitzendarbeid blijven steeds correctionele inbreuken die niet door een dading teniet kunnen worden gedaan.

Controle op schijnzelfstandigheid wordt in de eerste plaats uitgevoerd door de Sociale Inspectie van de FOD Sociale Zekerheid. Dat is een bevoegdheid van minister Onkelinx.

De dienst Toezicht op de Sociale Wetten stelde inbreuken vast inzake het niet-melden van een werknemer aan Dimona. Er werden 16 vaststellingen gedaan voor 68 werknemers. Daarbij werden vier processen-verbaal voor 33 werknemers opgesteld. Het gaat hierbij niet alleen om schijnzelfstandigheid, maar ook om volledig zwartwerk of om de niet-naleving van de technische regels van Dimona.

Ik zal deze vraag en het antwoord als informatie bezorgen aan de sociale partners die onderhandelen over een nieuw statuut van uitzendarbeid.

Inzake schijnzelfstandigheid moeten we strenger zijn. Er moet een vaste inspectiecampaagne tegen gevoerd worden in de mediasector en de privésector, want het is een manier om de sociale lasten te ontlopen.

14.03 Maggie De Block (Open Vld): Er ontwikkelt zich een alternatief circuit dat heel wat jongeren bedriegt. De OCMW's draaien daarvoor op.

Het incident is gesloten.

15 Vraag van mevrouw Karolien Grosemans aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke

Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "niet-Belgen in het dienstenchequestelsel" (nr. 2367)

15.01 Karolien Grosemans (N-VA): In *Knack* van 26 januari 2011 werden enkele scheeftrekkingen in het dienstenchequestelsel onder de loep genomen. Het stelsel werd gecreëerd om laaggeschoolde landgenoten aan werk te helpen, maar wordt sinds de invoering van het vrij verkeer van werknemers in de EU in mei 2009 misbruikt door inwoners van de nieuwe lidstaten.

Voorzitter: Maggie De Block.

Volgens *Knack* richten sommige bedrijven zich specifiek op een bepaalde nationaliteit om mensen in het stelsel tewerk te stellen. Het stelsel kost de overheid handenvol geld en deze scheeftrekkingen bedreigen de toekomst van het stelsel.

Hoeveel niet-Belgen werken er in het dienstenchequesysteem? Komt de betaalbaarheid van het systeem in gevaar? Welke maatregelen zijn nodig?

15.02 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): In 2009 was 78,2 procent van de dienstenchequewerknemers Belg en 15 procent kwam uit landen van de EU. Daarvan kwam 7,67 procent uit de nieuwe EU-lidstaten. De werknemers met een buitenlandse nationaliteit zijn voornamelijk Polen, Fransen en Nederlanders. Er zijn ook 6,7 procent werknemers met een niet-EU nationaliteit. Het gaat vooral om Marokkanen.

Het algemene fraudebeleid bestrijdt misbruiken en inbreuken door om het even wie – niet-Belg of Belg – om het systeem in de toekomst betaalbaar te houden. In de Europese regelgeving is de tewerkstelling van onderdanen uit de nieuwe lidstaten in de dienstenchequesector volledig legaal. Aspecten die op onregelmatigheden en misbruiken zouden wijzen, komen in de controles aan bod. Het totaal aantal controles steeg tot meer dan 1.100 in 2010. Zo werd 42 procent van de ondernemingen gecheckt.

Indien niet-Belgische werknemers in de gecontroleerde bedrijven zijn tewerkgesteld, wordt steeds nagegaan of de wetgeving inzake de tewerkstelling van vreemde arbeidskrachten wordt gerespecteerd. De kans op mogelijke misbruiken kan echter nooit volledig worden uitgeschakeld.

Ik onderzoek thans de mogelijkheid om een bijkomende voorwaarde op te leggen aan de ondernemingen, namelijk de tewerkstelling van een bepaald percentage vergoede werklozen of PWA-werknemers.

Voorzitter: Yvan Mayeur.

15.03 Karolien Grosemans (N-VA): Het probleem bestaat sinds 1 mei 2009. Het gaat over mensen uit Polen, Estland, Letland, Litouwen, Hongarije, Slovenië en Tsjechië. Ik vrees dat wij vooral buitenlandse werknemers aan het subsidiëren zijn. Dat die jobs ingevuld geraken, toont dan weer aan dat er een gebrek is aan gemotiveerde Belgische werknemers.

15.04 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): De Polen in kwestie wonen hier al lang en werkten vroeger in het zwart.

15.05 Karolien Grosemans (N-VA): We moeten in elk geval de regelgeving dringend herbekijken en een kwaliteitscharter invoeren. Het systeem is ons financieel en organisatorisch boven het hoofd aan het groeien.

Het incident is gesloten.

16 Vraag van mevrouw Özlem Özen aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de situatie van allochtone vrouwen" (nr. 2378)

16.01 Özlem Özen (PS): In hun boek *Gekleurd door het leven* hebben onderzoekers van de VUB getracht de mechanismen van sociale discriminatie en uitsluiting van allochtone vrouwen bloot te leggen.

Een en ander zou verklaard worden door de school- en de beroepsloopbaan: 20 procent van de Vlaamse meisjes komt terecht in het beroepsonderwijs, maar bij de Turkse meisjes is dat 70 procent. Bovendien

hebben allochtone vrouwen die op de arbeidsmarkt terechtkomen, enkel toegang tot laaggeschoolde banen met lage lonen. Ten slotte bedraagt volgens het rapport 2010 over de loonkloof van het Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen de werkgelegenheidsgraad bij Belgische vrouwen 57 procent, tegenover slechts 25 procent bij vrouwen afkomstig uit niet-EU-landen. Dit rapport onthult ook dat er een grote loonkloof is tussen vrouwen en mannen uit de Maghreblanden enerzijds en de Belgen anderzijds, en dat de vrouwen uit die bevolkingsgroep minder verdienen dan de mannen. De gendergebonden loonkloof wordt dus aanzienlijk versterkt door de etnische kloof.

Heeft u kennisgenomen van deze studie? Zal u maatregelen nemen om dit verschijnsel tegen te gaan, of bestaat er een activeringsbeleid dat gericht is op die doelgroep?

16.02 Minister **Joëlle Milquet** (*Frans*): Dit probleem vereist een ontkokerde aanpak: het opleidingsniveau, het instroomniveau en de etnische heterogeniteit van de scholen moeten verbeterd worden; allochtonen mogen niet in bepaalde technische opleidingen of beroepsopleidingen worden gedumpt en hun doorstroming naar het hoger onderwijs moet worden bevorderd.

Ook het aanwerven van ongeschoolde personen moet worden gepromoot. Door middel van de win-wincontracten voor het aanwerven van personen met alleen een diploma secundair onderwijs (met lagere loonkosten voor de werkgever via een werkuitkering van 1.000 euro per maand), vonden in één jaar tijd 40.000 jongeren werk. Uit de statistieken blijkt dat de helft van hen ongeschoolde jonge vrouwen zijn, en in Brussel gaat het grotendeels om jonge vrouwen van buitenlandse origine.

Los van het beleid van de Gewesten, de labels, de charters voor de diversiteit, de acties tegen stereotypen en alle sensibiliseringscampagnes blijft er een vorm van jobdiscriminatie bestaan, die met het anonieme cv of door klachten kan worden tegengegaan. Ik heb een hekel aan quota, maar als we in de overheidsdiensten geen streefcijfers hanteren, zitten we met een maatschappelijke tijdbom!

U hebt het over de ongeschoolde jongeren; het ergste is dat sommigen een diploma hebben – soms een universiteitsdiploma – maar niet aan een job raken omdat de mentaliteit verkeerd zit. Ik wilde in april een plan indienen, maar dat is niet kunnen doorgaan. Het zal een prioriteit zijn voor de volgende regering. In tussentijd worden er gerichte maatregelen genomen.

Bovendien is er ook de problematiek van de sluier, waardoor sommige jonge vrouwen in bepaalde sectoren niet aan de bak komen. Er moet samen met de Gewesten en de onderwijssector een echt nationaal plan worden uitgewerkt, want dat is van vitaal belang.

16.03 **Özlem Özen** (PS): Ik ben het met u eens. Er moeten beleidsstimulansen worden gegeven om die personen passend te begeleiden. Zelfs in het kader van het positievediscriminatiebeleid voor jongeren is er sprake van subcategorieën. De gemeenten moeten de nodige vrijheid krijgen om personen in dienst te nemen die representatief zijn voor de bevolking. Ik denk bijvoorbeeld aan de vele in België geboren vrouwen van vreemde origine die Frans spreken, ook al hebben ze niet altijd een opleiding gevolgd die hen voorbereidt op de arbeidsmarkt.

Ik heb geen statistieken gemaakt om na te gaan of alle gemeenten personen van vreemde origine in dienst nemen, maar de situatie bij de overheid spreekt voor zich!

Het incident is gesloten.

17 **Vraag van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de hoge concentraties fijn stof in de luchthavens" (nr. 2394)**

17.01 **Thérèse Snoy et d'Oppuers** (Ecolo-Groen!): Uit een studie van november 2010 van de universiteit van Århus blijkt dat er verhoogde fijnstofconcentraties worden gemeten op de luchthaven van Kopenhagen. Er werden vier keer hogere concentraties waargenomen dan in de meest vervuilde straat in de Deense hoofdstad. Dat was ook te verwachten.

Hebben uw diensten kennisgenomen van die studie? Werden er soortgelijke studies uitgevoerd in België?

Moet de gezondheidstoestand van de werknemers, gewezen werknemers en omwonenden van de luchthaven die het meest blootgesteld werden aan deze vervuiling op en rond de luchthaven, niet systematisch gevolgd worden?

17.02 Minister **Joëlle Milquet** (*Frans*): Uw vraag toont aan dat men soms niet weet wat de bron is van de fijnstofvervuiling. Daarom werd de problematiek van de nanodeeltjes onder een nieuw punt toegevoegd aan het nationaal strategisch plan voor het welzijn op het werk en de vermindering van het aantal arbeidsongevallen.

Vorig jaar werd de kwestie aan de orde gesteld tijdens de Week voor veiligheid en gezondheid op het werk in Gent, en op een studiedag van onze algemene directie Toezicht op het Welzijn op het Werk.

Ik heb de inspectie gevraagd na te gaan of de werkgevers in de luchthavens hun verplichting nakomen en een risicoanalyse uitvoeren, met name op het vlak van fijn stof. Ik denk echter dat wij een meer omvattende strategie nodig hebben.

De arbeidsinspectie kan oordelen of een werkgever verantwoordelijk is, maar als dat niet het geval is, kan zij niets doen. Ik zal mijn administratie dan ook opdragen een taskforce op te richten om te onderzoeken of wij over voldoende wetenschappelijke gegevens beschikken. Als dat niet zo is, zullen wij een diepgaand onderzoek opzetten.

Mijn administratie moet zich ervan vergewissen dat er wel degelijk een handleiding bestaat van de good practices en met het oog op een sensibilisering voor deze kwestie, dat er voldoende inspecties zijn.

17.03 **Thérèse Snoy et d'Oppuers** (*Ecolo-Groen!*): Het betreft de emissies van de motoren, maar ook van een reeks chemische producten die in de toestellen zelf worden gebruikt en van de glycol voor het ontijzelen. Van dit laatste product is bekend dat het gevaarlijk is voor de gezondheid. Er zou een analyse moeten worden verricht van deze vervuilende stoffen en de impact ervan op de werknemers.

Het incident is gesloten.

18 **Vraag van mevrouw Miranda Van Eetvelde aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de financiering van dienstencheques" (nr. 2410)**

18.01 **Miranda Van Eetvelde** (*N-VA*): De laatste weken is er heel wat controverse ontstaan over de dienstencheques, die de overheid nu jaarlijks 1,2 miljard euro kosten.

Acht de minister een aanpassing van de procedure voor het oprichten van een dienstenchequebedrijf wenselijk? Welke maatregelen zijn mogelijk? Acht zij de huidige financiering houdbaar? Welke maatregelen vindt ze wenselijk?

18.02 Minister **Joëlle Milquet** (*Nederlands*): Tijdens de vorige regeerperiode werden al maatregelen genomen om de beheersing van het systeem te organiseren.

Ik ben geen voorstander van een stop van de erkenning van nieuwe ondernemingen. Bovendien hebben in 2010 slechts 7 van de 2.600 ondernemingen hun erkenning verloren wegens een inbreuk op de reglementering. Misschien kunnen we bijkomende voorwaarden stellen, zoals het bestaan van een rechtspersoon.

De financiering is de grootste bekommernis. Men moet echter rekening houden met verschillende terugverdieneffecten. Volgens de laatste studie van IDEA Consult kwam het terugverdieneffect voor 2010 neer op meer dan 500 miljoen euro, wat de nettokosten van het stelsel op ongeveer 800 miljoen euro brengt.

Dezelfde studie schatte het aantal werknemers in 2010 op 131.000. De gemiddelde job kost dus 5.333 euro. Het stelsel wil laaggeschoolde werknemers uit de langdurige werkloosheid of illegale arbeid halen en wil de bevolking toegang geven tot diensten die het mogelijk maken werk en privéleven beter te combineren.

De studie reikt een reeks ideeën aan om de kosten te drukken door bijvoorbeeld de fiscale aftrekbaarheid te wijzigen, de kostprijs voor de gebruikers te verhogen, wat ik de laatste regeerperiode al twee keer heb gedaan, of het aantal cheques per gezin te verminderen. Die laatste maatregel heb ik één keer genomen. We moeten nog verder gaan, zoals de prijs laten afhangen van het soort activiteit of van het gezinsinkomen. Dat kan heel ingewikkeld zijn.

De volgende regering zal knopen moeten doorhakken. Er ligt een nota klaar. Ik wil alle opties bespreken, zolang er niet aan de doelstellingen wordt geraakt. Het is een goed systeem, waarvoor de andere EU-staten veel belangstelling hebben.

18.03 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): Misschien moet men starters een waarborg vragen, zodat niet eender wie een dienstenchequebedrijf kan opstarten.

Ik ben blij dat er al maatregelen zijn getroffen op het vlak van de financiering, maar dienstencheques moeten wel voor iedereen toegankelijk blijven.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.40 uur.